Numéro 22
Juillet 2013
Publication «CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Jours amers ...

Mohamed Choucair

«Dans les sociétés moribondes, l'ambition satisfaite a le goût amer de l'échec»,
Roger Vailland

Un gout âpre, fade, amer a fini par nous envahir. Les jours se succèdent et portent leur lot de revers et de frustrations. Amer est le quotidien du citoyen, de l'entrepreneur, de l'ouvrier, de l'étudiant, du chômeur, témoins candides des occasions perdues.

Jours amers, car pleins d'incertitudes quant au lendemain. Et pourtant, nous espérions un été ensoleillé, chaleureux, riche en touristes du Golfe et d'ailleurs, avec les Libanais de l'étranger; comme il était de coutume les années précédentes. Les années «glorieuses» de 2007 à 2011, où le taux de croissance avoisinait les 8%, où les hôtels de Beyrouth et de la montagne étaient pleins à craquer, où les restaurants et les loisirs étaient devenus une référence au regard des occidentaux. Une époque où CNN titrait «Beyrouth capitale incontournable! » Une époque où le Libanais respirait à nouveau.

Nostalgie d'un retrait des troupes syriennes du sol libanais, un 26 avril 2005, après trente années de mainmise sur la politique et l'économie... Nostalgie de cette période pleine d'espoir quand tous les Libanais rêvaient d'un Liban libre, uni et indépendant, d'un État de droit, d'un pays aux frontières souveraines et respectées, de troquer les armes pour le verbe, les flammes pour la reconstruction, le déclin pour la croissance, d'enterrer définitivement nos martyrs et d'empêcher à jamais le recours à la violence. Une période où tous les Libanais rêvaient que la révolution du Cèdre ne soit pas vaine un jour...

Juillet 2013... Huit ans déjà, et rien n'a changé. Les différends politiques se sont exacerbés et pèsent sur l'économie et la société. Pire, ceux qui sont censés gérer la chose publique, soutenir l'économie, protéger le citoyen, se liguent pour bloquer toute solution à tous les niveaux. Dire qu'il n'y a pas de gouvernement est une tautologie puisqu'il est démissionnaire. Il n'y a pas non plus de Parlement, si la seule chose qu'il parvient à faire est de reporter les élections. Il n'y a pas non plus de Conseil constitutionnel, il est incapable de se réunir. Il n'est pas étonnant que le Liban, politiquement gelé et économiquement fragilisé, soit l'objet de toutes les malveillances.

Le Printemps arabe, qui a fait naître tant d'espoir dans la région, est devenu un cauchemar dans plus d'un pays, et le Liban, épicentre de la région, ne peut qu'en subir les effets pervers: ses exportations sont freinées, le transport devient très onéreux, les marchés conventionnels sont fermés. En outre, le Liban est particulièrement sensible à la lutte sanguinaire et sans fin en Syrie qui se traduit par un flot de réfugiés qui augmente jour après jour, souffrance après souffrance, dans notre territoire si exigu mais toujours accueillant. Conséquence: un Liban qui respirait à peine son indépendance retrouvée, et tant espérée, se retrouve plongé, encore une fois, dans un océan de problèmes. On se retrouve à boire le venin des autres dans notre corps, sur notre territoire, à cause de l'ingérence de ceux qui n'ont pas retenu les leçons du drame libanais, et qui se croient autorisés à prendre parti dans cette lutte fratricide qui met à nouveau le pays en danger. Cruelle impuissance des Libanais dont nos politiques portent malheureusement la responsabilité.

Amère situation pour toute une génération de jeunes étudiants militants qui ont cru en un avenir florissant sur leur terre depuis ce fameux 26 avril 2005 et qui doivent cuver leur déception.

Les organisations économiques se sont retrouvées seules entre tous à relever le défi et à parler d'une seule voix au nom des citoyens libanais de tous bords. Elles n'ont cessé de mettre en garde au cours des deux dernières années contre les dangers qu'encourent notre pays et notre économie.

Leur destin est-il d'aller plus loin? Elles, qui n'ont qu'une confession, le Liban, qu'un objectif, le bien-être des Libanais, qu'une stratégie, cultiver leur jardin, et qu'un programme, améliorer la productivité à tous les niveaux.

INDEX

CCIA-BML

P01. Jours amers...
P02. L'énième mise en garde des organismes économiques sera-t-elle entendue avant qu'il ne soit trop tard?
P03. Jacques Saadé inaugure le «Jules Verne», plus grand porte-conteneur au monde à Marseille en présence du président de la République française
P04. Le Liban industriel et commercial participe à l'Arabia Expo à Saint-Pétersbourg
P04. Croissance post-guerre: Quelles perspectives et opportunités pour le Liban et la Syrie?
P05. Le renforcement des relations économiques entre la Roumanie et le Liban
P05. Projet SHAAMS: Un hub stratégique pour l'analyse et l'accélération du secteur solaire méditerranéen
P06. L'extension de la clause compromissoire à des personnes non-signataires
P07. L'ambassade d'Espagne honore 40 ans de coopération entre l'Espagne Fournier et G. Tamer Holding
P07. Ghazi El Aridi rassemble le secteur des transports pour trouver des solutions aux problèmes actuels

FCCIAL

P08. Fady Gemayel: «L'industrie Libanaise reste un fer de lance important pour une relance économique»
P09. Et si un scénario grec éclipsait celui de Damas ?
P10. L'industrie libanaise souffle ses 16 bougies de production réussie
P10. La Responsabilité Sociale de l'Entreprise: Une Démarche Innovante
P11. Malgré les multiples crises, les relations franco-libanaises demeurent solides
P12. Business Incubation Association in Tripoli, BIAT
P13. The South Business Innovation Centre, SouthBIC
P14. The Food Quality Center, FQC Zahle
P15.The «Garden Show & Spring Festival» closes its tenth edition
P15. Corporate Communication is in Danger: Risks & Solutions

CCIA-BML

P16. Vying for the creative edge
P17. The First International ADR Trainer's Network in London
P18. Green Med Initiative Project, one of the most Innovative and promising EU projects
P19. Conferences, Exhibitions, Business Opportunities
P20. Our services

Directeur responsable Rabih Sabra
Conseiller économique Roger Khayat
Administrateur Elham Chehaimi Rahal
Rédacteurs Marilyne Jallad
Philippine De Clermont Tonnerre
Coordinateur Roula Itani Younes
Maquette Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
hotline: 1314 ext: 162
www.facebook.com/CCIAB
www.twitter.com/CCIABML

*ECO*NEWS est disponible sur: www.ccib.org.lb

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.

The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'énième mise en garde des organismes économiques sera-t-elle entendue avant qu'il ne soit trop tard?

Au vu de la situation économique et sociale du pays, et des dangers qui menacent non seulement la saison estivale mais l'intégralité de l'économie libanaise, les organismes économiques tirent une nouvelle fois la sonnette d'alarme en appelant à sauver l'économie libanaise, plus que jamais menacée.

Il faut sauver l'économie du pays qui est en plein naufrage. C'est le message délivré par les organismes économiques lors d'une réunion élargie, la troisième en moins de deux ans, qui a eu lieu le 11 juin dernier au Biel. Ce cris de SOS économique a été lancé par le président des organismes économiques Adnane Kassar, le président de la Fédération des chambres de commerce du Liban, Mohamed Choucair, le président de l'Association des banques, Joseph Torbey, le président de l'Association des industriels, Neemat Frem, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas, le président de l' Association de la franchise, Charles Arbid, le président du Rassemblement des dirigeants et des chefs d'entreprise, Fouad Zmokhol et bien d'autres représentants des secteurs économiques.

L'objectif de cette rencontre était d'appeler à l'apaisement et au dialogue pour que la vie économique du Liban reprenne son cours habituel. Les participants ont également appelé à respecter la déclaration de Baabda, qui stipule la distanciation du Liban à l'égard des crises régionales, notamment syrienne.

À la tribune, le président des organismes économiques et ancien ministre, Adnane Kassar, s'est écrié: «Arrêtez de dilapider les composants essentiels de l'économie libanaise, arrêtez de faire fuir les jeunes, les touristes et les investisseurs, arrêtez de jouer avec l'avenir des Libanais». «Notre pays est confronté à des circonstances difficiles», a-t-il poursuivi, mettant notamment l'accent sur le recul enregistré au niveau de la plupart des indicateurs économiques. Selon lui, une détérioration supplémentaire de la situation pourrait avoir des répercussions significatives sur la croissance du pays. Le président des organismes économiques s'est adressé aux principaux partis pour leur demander «de mettre un terme aux provocations confessionnelles, d'assumer leurs responsabilités envers ce pays, de retourner s'asseoir à la table du dialogue et de faciliter le travail du Premier ministre désigné Tammam Salam, afin d'obtenir la formation d'un nouveau gouvernement dans les plus brefs délais».

Un constat amer, qui a été repris par le président de l'Association de la Franchise, Charles Arbid, qui a affirmé que «le Liban n'a jamais vécu de situation si grave. Un gouvernement démissionnaire, un vide constitutionnel, des conflits politiques, des affrontements ici et là, une inertie qui menace l'ensemble des secteurs économiques du pays...».

En effet, la saison estivale est déjà (presque) condamnée, faute de résolution de la crise syrienne et du vide politique qui en découle.

«NOS MISES EN GARDE N'ONT SERVI À RIEN... »

«Nos mises en garde n'ont servi à rien, a constaté, pour sa part, le président de la Fédération des Chambres de commerce, Mohamed Choucair. C'est comme si la destruction de l'économie libanaise avait été préméditée. Nous ne sommes pas confrontés à un ralentissement économique et au recul des principaux indicateurs de croissance, nous faisons aujourd'hui face à un effondrement complet ainsi qu'à une récession sans précédent», a-t-il déclaré. «Pas un jour ne passe sans qu'on entende parler de la fermeture d'une usine, de la faillite d'une institution ou de l'émigration d'hommes d'affaires! », a-t-il lancé. Il a par ailleurs appelé les parties concernées à renoncer aux alignements sectaires. «La tension politique génère des perturbations sécuritaires, mais la crise économique va souffler vers le bas tous les tabous et amener à une véritable révolution sociale», prévient-il. Mohamed Choucair a également lancé un appel à la sagesse du président Michel Sleiman afin qu'il hâte le dialogue pour sauver l'économie. «Il n'y a pas de temps à perdre dans des polémiques, ce qui est nécessaire est de sauver les intérêts du peuple et non les intérêts des politiciens», a conclu Mohamed Choucair.

«Nous refusons que ce pays soit dans un état de mort cérébrale», s'est exclamé Neemat Frem, le président de l'Association des industriels libanais (AIL). «Nous ne plierons pas. Nous, les industriels, nous nous battrons bec et ongles afin de préserver notre production et générer des opportunités d'emplois», a-t-il ajouté. Pour Neemat Frem, le temps est venu d'élaborer un plan d'urgence pour promouvoir et soutenir la fermeté des industriels et sauver l'économie nationale. «Il est temps de comprendre que notre priorité est de vivre avec joie et dignité», a-t-il enfin lancé devant l'assemblée.

> IL N'Y A PAS DE TEMPS À PERDRE DANS DES POLÉMIQUES, CE QUI EST NÉCESSAIRE EST DE SAUVER LES INTÉRÊTS DU PEUPLE ET NON LES INTÉRÊTS DES POLITICIENS

Pour sa part, le président de l'Association des commerçants, Nicolas Chammas, a déploré la fuite des touristes en provenance du Golfe «pour le treizième mois consécutif» et l'arrivée d'un véritable «tsunami» de réfugiés syriens aux lourdes conséquences démographiques, sécuritaires, économiques, etc.

NOUS DISONS À TOUS: «ENTENDEZ LA VOIX QUE VOUS DICTE VOTRE CONSCIENCE AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD».

Le président de l'Association des banques du Liban, Joseph Torbey, a quant à lui appelé la majorité silencieuse du pays à ne plus se taire devant la démolition de la construction de l'État, face à des consensus «handicapés» sur la loi électorale, ou face au report des élections législatives, à ne pas garder le silence sur la destruction de l'économie. «Nous disons à tous, entendez la voix que vous dicte votre conscience avant qu'il ne soit trop tard», a-t-il déclaré. «Nous appelons le peuple libanais, qui est habitué à des divergences, à les geler, même temporairement, dans une période de conflit international intense dans la région, avec ce que ce conflit sectaire et idéologique peut impliquer comme destruction dans notre pays», a poursuivi Joseph Torbey. Il a tenu a rappelé que le secteur bancaire libanais a toujours soutenu le Liban, et qu'il continuera de le faire. «Nous avons construit notre pays avec beaucoup d'efforts et d'argent, il ne faudrait pas permettre la destruction de ce miracle urbain; le développement économique ne sera pas disponible pour reconstruire un pays détruit par nos fils». Joseph Torbey a conclu en affirmant que «le secteur bancaire représente le meilleur du Liban, un succès, parce que les Libanais se sont unis autour de lui».

En conclusion, Adnane Kassar a lancé: «Nous espérons que notre cri sera entendu».

Nous l'espérons aussi.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Jacques Saadé inaugure le «Jules Verne», plus grand porte-conteneur au monde à Marseille en présence du président de la République française

Mohamed Choucair rencontre François Hollande

C'est en présence du président français, François Hollande, que le plus grand porte-conteneur au monde, le «Jules Verne», dernier-né du groupe CMA-CGM a été inauguré lors d'une cérémonie extraordinaire à Marseille, le 4 juin dernier.

C'est le Libanais Jacques Saadé, fondateur et président du groupe CMA-CGM qui a été l'initiateur d'un des événements économiques les plus importants de ces dernières années en France: l'inauguration à Marseille du porte-conteneur «Jules Verne» en présence du président de la République française. Le «Jules Verne» est loin d'être un bateau ordinaire. Plus grand porte-conteneur au monde, sillonnant les sept mers, battant pavillon français, innovant en matière d'environnement, il porte le nom d'un écrivain visionnaire et passionné de voyages. Ce navire est exploité sur la ligne «Français Asia Line 1» qui est la plus grande compagnie maritime au monde reliant l'Asie à l'Europe du Nord et offrant un service hebdomadaire. Le transfert est tranquille et parmi les plus rapides sur le marché.

À cette occasion, le président François Hollande a fait le déplacement, accompagné de la ministre chargée des Handicapés et de l'Exclusion Marie-Arlette Carlotti, du ministre chargé des Transports, de la Pêche et de la Mer Frédéric Cuvillier ainsi que du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin. On notait également la présence de l'ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et d'un certain nombre d'officiels de la région.

Côté libanais, plusieurs personnalités se sont déplacées pour l'occasion dont le ministre sortant du Travail Sélim Jreissati, représentant du président Michel Sleiman, son homologue de l'Information Walid Daouk, les députés Marwan Hamadé et Michel Pharaon, l'ancien ministre des Finances Jihad Azour, le président de la Fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes Adnane Kassar, ainsi que Mohamed Choucair, président de l'ASCAME et de la Fédération des chambres de commerce du Liban.

HOLLANDE: «LA RÉUSSITE DE JACQUES SAADÉ EST L'UN DES SYMBOLES DES RELATIONS EXCEPTIONNELLES ENTRE LE LIBAN ET LA FRANCE».

Après l'inauguration officielle et en grande pompe du «Jules Verne», place aux discours. Le président de CMA-CGM a commencé par exprimer ses chaleureux remerciements au président français qui s'est personnellement déplacé pour cet événement inédit. Il a ensuite résumé le parcours étonnant et exemplaire de la société CMA-CGM qui fête en 2013 ses 35 ans d'existence et de présence à Marseille. Considéré comme le premier armateur français et le premier employeur privé de la ville de Marseille, Jacques Saadé a posé ses bagages à Marseille en 1978 pour fuir la guerre de son pays. Il ne savait pas encore le parcours fulgurant qui l'attendait et encore moins qu'il deviendrait un des fils clé de Marseille. Jacques Saadé a également évoqué les principales étapes de sa carrière, avec l'acquisition de la CGM par ce qui n'était au départ que la CMA, les premiers échanges avec la Chine, l'élargissement de la flotte, l'ouverture de nouvelles routes maritimes vers l'Océanie, l'Afrique, l'Amérique du Sud.

De son côté, François Hollande a exprimé sa joie d'être présent pour célébrer «un moment exceptionnel pour Marseille et pour la France», mettant l'accent sur les «relations exceptionnelles entre le Liban et la France», dont la réussite de Jacques Saadé est l'un des symboles. Pour lui, le porte-conteneur «Jules Verne» est un «fleuron de la flotte commerciale française». François Hollande a qualifié ce moment de «résultat d'une double réussite, celle de Jacques Saadé et de sa famille qui ne se sont jamais coupés de leurs racines libanaises, et celle du groupe CMA-CGM qui est présent dans le monde entier».

CHOUCAIR APPELLE HOLLANDE À SOUTENIR ÉCONOMIQUEMENT LE LIBAN

En marge de cette cérémonie, Mohamed Choucair a rencontré le 4 juin dernier à Marseille François Hollande et l'a appelé à «soutenir économiquement le Liban dans cette étape difficile, afin d'éviter que le pays ne subisse les répercussions des conflits régionaux». Il a également mis l'accent sur les relations historiques et privilégiées qu'entretiennent le Liban et la France en appelant la France à aider le Liban à poursuivre les accords économiques de Paris I, II et III.

Lors de sa visite en France, le président de la CCIA BML a également effectué une série de rencontres avec les dirigeants français pour renforcer la coopération économique entre les

deux pays. Avec Pierre-Antoine Gailly, président de la Chambre de commerce de Paris (CCI), il a été question du renforcement des relations économiques entre les chambres françaises et libanaises mais aussi de faciliter les partenariats des Libanais avec leurs homologues français, afin qu'ils puissent entrer sur les marchés européens.

Mohamed Choucair a également rencontré le président de la Chambre de Marseille, Jacques Pfister. Enfin, avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, le président de la CCIA BML a parlé du développement de la coopération entre les entreprises libanaises et françaises ainsi que de l'échange d'expériences et d'informations.

Lors de ces différentes rencontres, Mohamed Choucair s'est concentré sur le thème du partenariat entre les secteurs public et privé et sur l'expertise et l'expérience que la France peut apporter au Liban dans l'application de la loi du partenariat, de la promotion et du développement des infrastructures au Liban. Ces réunions avaient également pour objectif de déployer les efforts nécessaires visant à ouvrir de nouveaux marchés, à créer des zones de travail pour les entreprises libanaises à l'étranger et à relancer l'économie en ces temps de crise.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le Liban industriel et commercial participe à l'Arabia Expo à Saint-Pétersbourg

La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a participé à la troisième édition de l'exposition internationale Arabia Expo 2013 et à la onzième session du Conseil d'affaires russo-arabe qui s'est déroulé du 30 mai jusqu'au 1er juin dernier.

Le 30 mai dernier à Saint-Pétersbourg, le salon international Arabia Expo 2013 a rassemblé près de soixante figures de proue de la région arabe, dont le ministre libanais sortant de l'Industrie, Vreij Sabounjian, le président des organismes économiques, Adnane Kassar, le président du Conseil des affaires libano-russe, Jacques Sarraf, et des hommes d'affaires et investisseurs libanais. Les pays arabes étaient largement représentés avec des participants issus de plus de 12 pays dont les Émirats arabes unis, le Maroc, Oman, la Palestine, l'Égypte, Bahreïn, l'Irak, la Jordanie, la Tunisie, le Soudan, la Mauritanie et l'Algérie.

Arabia Expo vise à contribuer à l'établissement des liens entre les associations d'hommes d'affaires russes et arabes, les chambres de commerce et d'industrie et les structures financières au niveau régional. Cet événement est aussi un excellent moyen pour les industriels libanais de mettre en valeur leurs produits à l'étranger, en particulier sur le marché russe. Il œuvre au renforcement des relations économiques avec la Russie et les zones ouvertes de co-investissement entre les secteurs public et privé. L'exposition fut une occasion unique de partager les expériences et de développer les relations économiques et commerciales entre la Russie et les pays du monde arabe.

L'Arabia Expo permet aussi de promouvoir les biens et services, les marchés russes et arabes et de renforcer les contacts directs entre les entreprises russes et les sociétés arabes dans divers domaines. Un des objectifs est également de réduire la disparité dans les échanges entre les deux régions, via la levée du volume des exportations arabes à la Fédération de Russie.

L'Arabia Expo s'était déroulée à Moscou en octobre 2008 et en juin 2010. Ses précédentes éditions avaient accueilli les huitième et neuvième sessions du Conseil d'affaires russo-arabe. Soulignons que le Conseil des affaires russo-arabe se tient une fois tous les deux ans en Russie et dans un des pays arabes. À noter aussi que Saint-Pétersbourg est la plus grande ville de Russie par sa superficie et la deuxième ville la plus peuplée avec ses 15 millions d'habitants, après la capitale Moscou.

Croissance post-guerre: quelles perspectives et opportunités pour le Liban et la Syrie?

Dr. Nabil Fahed, vice-président trésorier de la CCIA BML invité à une table ronde sur le commerce, l'industrie et la circulation des biens.

L'Institut des Finances Bassel Fleihan a organisé le Séminaire de Beyrouth du Cycle de Hautes Études pour le Développement Économique en Méditerranée (CHEDE MED) sous le patronage du ministre sortant des Finances, Mohamad Safadi, et en présence des ambassadeurs de France, d'Italie et d'Espagne.

Pour mieux comprendre les enjeux économiques et sociaux auxquels sont confrontés les pays du bassin méditerranéen en cette période d'instabilité régionale et de guerre en Syrie, l'Institut des Finances Bassel Fleihan a organisé le séminaire CHEDE-MEDE, du 5 au 7 juin dernier, en collaboration avec l'Institut de la gestion publique et du développement économique (France), l'École Supérieure d'Économie et de Finances (Italie), l'Institut des études fiscales (Espagne) et l'Institut des Finances (Maroc).

Des thèmes tels que l'interdépendance des relations politico-économiques entre la Syrie et le Liban ont été discutés. L'accent a été mis sur les principaux secteurs économiques de l'énergie, des banques et assurances, du commerce et de l'industrie. Ce séminaire a ainsi ouvert la voie à une réflexion profonde autour du rôle des différents acteurs économiques dans la relance de l'activité économique dans un contexte de post-conflit dans la région. Au menu, des tables rondes réunissant des décideurs et des relais d'opinion ont bénéficié de l'expertise de dix-sept intervenants et modérateurs. Cela a permis aux plus de trente participants présents de mieux comprendre les défis actuels et de favoriser les échanges en termes de développement économique et de croissance économique.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE BEYROUTH, INVITÉE DE MARQUE DU SÉMINAIRE

Représentant la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, son vice-président trésorier, Dr. Nabil Fahed, a participé le 6 juin dernier au port de Beyrouth à la table-ronde portant sur le commerce, l'industrie et la circulation des biens. L'échange était axé sur le transport en Méditerranée, en particulier en cette période de crise régionale qui a un impact croissant sur les exportations agricoles et industrielles libanaises (en déclin de 11,5%), et indirectement sur le tourisme (800 000 touristes en moins entre 2010 et 2012). Il est notamment ressorti de cette rencontre que les perturbations économiques en Syrie bénéficieraient à certains segments de l'économie libanaise, comme les réexportations clandestines et la consommation interne, en raison de l'accroissement du nombre de réfugiés.

Dans ce contexte, comment améliorer la balance commerciale libanaise? Quels moyens de transports favoriser? Quels sont les enjeux d'une relance réfléchie des secteurs agricoles et industriels pour l'économie libanaise? Comment cette relance pourrait-elle permettre de stabiliser les relations commerciales entre le Liban et la Syrie? Autant de questions auxquelles ont tenté de répondre les différents intervenants, notamment l'ancien ministre des Finances Jihad Azour, le conseiller du président de Qatar National Food Security Program, Fadi Makki, et le vice-président trésorier de la CCIA-BML, Nabil Fahed.

Dans son discours, Nabil Fahed a fait part de ses inquiétudes quant à l'état actuel de l'économie au vu des indicateurs critiques. «En haut de la liste, je mettrais le compte courant et la balance des paiements des déficits», a affirmé le vice-président de la CCIA-BML. Selon lui, «ce déficit a atteint des niveaux records en deux années consécutives avec 5,46 milliards de milliards de dollars en 2011 et 6,75 milliards de dollars en 2012». Il a également souligné que la région arabe semble s'être lancée dans une longue période de changement politique radical qui devrait avoir un impact durable sur la performance de l'économie libanaise. Et de prévenir: «Il faut être prêt politiquement pour atténuer les répercussions négatives et s'adapter au changement imminent». Il a par ailleurs précisé que la valeur du commerce bilatéral de marchandises a dépassé 60% du PIB cette année. «Le ratio des importations par habitant est le plus élevé parmi les pays non producteurs de pétrole de la région», a-t-il indiqué.

Face à ce bilan, Nabil Fahed propose des alternatives maritimes au transport traditionnel terrestre, bloqué par la crise syrienne: «Une voie maritime vers un port sur la côte turque permettrait de desservir les marchés en Turquie, en Irak et en Iran. Une autre pourrait être empruntée par des navires «roll-on roll-off» jusqu'à un port de la mer Rouge où les camions déchargés acheminerait les marchandises vers la Jordanie et les pays arabes du Golfe». Cette alternative reste plus onéreuse que le transport traditionnel. Aussi, Nabil Fahed propose que les coûts supplémentaires soient compensés par une subvention modérée, appelant le port à «renoncer à ses cotisations».

Le vice-président trésorier de la Chambre a enfin rappelé les trois enjeux primordiaux à prendre en considération à plus long terme. «Tout en maintenant la stabilité macro-économique, les politiques de croissance devraient cibler la libération d'une partie des ressources importantes du secteur financier vers le financement des investissements», a affirmé Nabil Fahed. Il a également estimé que «la réalisation de grands projets de développement des infrastructures permettrait de consolider la cohésion économique aux niveaux régional et sectoriel». «Le plus sûr chemin de la reprise économique et de la prospérité reste conditionné par notre capacité à niveler le terrain de jeu de la compétitivité dans la région et dans le monde», a-t-il conclu.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le renforcement des relations économiques entre la Roumanie et le Liban

Comment stimuler le commerce, la coopération économique et les investissements entre la Roumanie et le Liban? Cette question était au centre de la réunion économique qui s'est tenue à l'hôtel Phoenicia le 4 juin dernier.

Un événement économique libano-roumain organisé par la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, en collaboration avec le ministère roumain de l'Industrie et l'Ambassade de Roumanie à Beyrouth, a eu lieu le 4 juin dernier à l'hôtel Phoenicia. Étaient notamment présents, le ministre d'État libanais sortant, Marwan Kheir El Din, l'Ambassadeur de Roumanie au Liban Daniel Tanase, représentant le ministre roumain de l'Économie, Varujan Vosganian, et le vice-président trésorier de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Dr.Nabil Fahed. Une délégation de vingt-cinq hommes d'affaires représentant divers secteurs d'activités roumains étaient également au rendez-vous ainsi que des représentants des différentes chambres de commerce du Liban, notamment le secrétaire général des chambres de commerce et d'industrie au Liban, Toufic Daboussy.

L'objectif de cette rencontre était de mettre en place les moyens pour stimuler le commerce, la coopération économique et les investissements entre les deux pays.

Lors de son discours, souhaitant la bienvenue à la délégation roumaine, Nabil Fahed, vice-président trésorier de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a affirmé: «Je suis sûr que cette visite vous donnera une vision claire de l'environnement actuel des affaires au Liban et des opportunités à saisir», a-t-il dit. Ajoutant que la chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a organisé cette réunion dans l'objectif que les représentants des principaux secteurs puissent organiser des réunions de travail bilatérales avec leurs homologues roumains, dans l'espoir que ces rencontres aideront à la création d'offres commerciales et à la promotion de la coopération commerciale entre les deux pays. «Je suis convaincu que les hommes d'affaires libanais qui cherchent à explorer les activités et les possibilités de coopération et de partenariat avec vous seront satisfaits de ces rencontres». Il a également ajouté que la Chambre est prête à fournir tout le soutien et l'assistance nécessaire en vue de renforcer les relations économiques bilatérales et les partenariats qui servent les intérêts économiques des deux pays, soulignant que «les chiffres des échanges commerciaux entre les deux pays montrent que la valeur de nos importations de Roumanie s'élève à 195 millions de dollars en 2012 alors que la valeur des exportations vers la Roumanie est d'environ 3,3 millions de dollars». Le vice-président a clos son intervention en appelant à la nécessité d'intensifier les efforts des deux parties pour accroître le volume des échanges commerciaux dans les deux sens, ajoutant que «les relations commerciales devraient être étendues au-delà des transactions commerciales.

Pour sa part, l'Ambassadeur de Roumanie au Liban Daniel Tanase, s'exprimant au nom de Varujan Vosganian, a axé son discours sur l'importance de cette initiative entreprise par le Liban, partenaire stratégique dans la région. L'ambassadeur s'est également arrêté sur les nombreuses possibilités qui peuvent être développées pour renforcer les relations économiques des deux pays. Il a énuméré les avantages de l'économie roumaine qui bénéficie d'un taux de croissance stable de 2% par année, soulignant que tous les indicateurs économiques semblent encourageants, et ce en dépit de ce qui se passe dans la zone euro. «Les secteurs des services énergétiques, la construction et les contrats, les transports, les médias et les assurances sont de bonnes opportunités d'investissement en Roumanie», a-t-il aussi ajouté. Daniel Tanase s'est félicité de l'importance des relations commerciales entre les deux pays, soulignant que le Liban occupe la première place dans les échanges commerciaux avec les pays arabes car il est le premier pays arabe investisseur en Roumanie.

Cette réunion s'est terminée par des réunions de travail. Hommes d'affaires libanais et roumains ont discuté des possibilités de coopération et de partenariats entre les deux parties dans divers secteurs.

Projet SHAAMS: Un hub stratégique pour l'analyse et l'accélération du secteur solaire méditerranéen

La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban ne s'arrête pas. Encore un projet dont elle est l'un des partenaires incontournables. SHAAMS, ou sensibilisation du grand public sur les questions et les opportunités de l'énergie solaire dans les régions méditerranéennes. Bref retour sur les grandes lignes de ce projet mis en place en 2012 et cofinancé par l'Union européenne.

Dans le cadre de sa politique de voisinage pour la coopération transfrontalière en Méditerranée (IEVP), l'Union européenne a mis en place en 2012 un projet de développement dans le secteur de l'énergie solaire intitulé SHAAMS.

OBJECTIFS

Objectif: sensibiliser le grand public aux opportunités de l'énergie solaire pour le développement socio-économique en Méditerranée. Comme partenaire libanais de ce projet, on compte la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et les incubateurs Berytech et BIAT (Tripoli). Comme pays participants aux côtés du Liban: l'Espagne, l'Italie, la France, la Grèce, la Jordanie et l'Égypte, au total douze partenaires. À noter également que l'exécution du projet SHAAMS s'étale sur trois ans (2013 à 2015) et qu'il est géré par la Chambre de commerce de Barcelone. Un Comité directeur représente également chacun des douze partenaires.

TROIS GRANDES LIGNES D'ACTION

SHAAMS s'est donné trois missions à accomplir d'ici l'année 2015, date à laquelle s'achèvera ce projet. Aline Farajian, chargée de ce projet auprès de la CCIA-BML, nous éclaire. Premièrement, cet outil se veut accélérateur en matière de législation et de réglementation dans l'énergie solaire, affirme-t-elle. «Il s'agit d'identifier des solutions innovantes au niveau de la gouvernance et de trouver des stratégies de support à l'énergie solaire». Pour mettre en place cette première ligne d'action, des workshops participatifs, des réunions dans chacun des pays participants, auront lieu ainsi que des missions d'échange et de partage inter-pays. À noter que la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban sera en charge d'organiser ces différentes missions.

Comme deuxième ligne d'action, SHAAMS se veut accélérateur dans le secteur des entreprises et de la recherche. L'objectif de cette mission est de soutenir les structures de support des entreprises, notamment en créant un réseau rassemblant les différents centres de recherche des pays participants afin de favoriser la collaboration entre le monde académique et le monde des entreprises. Des formations ciblées seront mises en place afin de renforcer les capacités des entreprises et des rencontres d'affaires et des B2B auront lieu au Liban, en Égypte et en Jordanie. Elles permettront aux entreprises locales de ces pays de rencontrer leurs homologues européens pour favoriser de meilleurs échanges, un partage et un transfert de technologies et le développement d'éventuels partenariats.

SHAAMS comme accélérateur social est la troisième ligne d'action entreprise dont l'objectif principal est de promouvoir la bonne culture de l'énergie solaire. Parmi les activités prévues dans le sens de la sensibilisation, des écoles pilotes, des camps régionaux avec pour thème l'énergie, des compétitions mais aussi la création d'une boite à outil virtuelle sur l'énergie renouvelable.

Fidèle à son mandat de soutien du secteur des affaires, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban se chargera de l'organisation de réunions d'affaires et de formations qui se tiendront au Liban.

RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET EN CRÈTE

Par ailleurs, le directeur général de la CCIA-BML, Rabih Sabra, et la chargée de projet, Aline Farajian, ont participé à la réunion du Comité de pilotage du projet SHAAMS qui s'est tenue en Crète, les 5 et 6 juin derniers. Cette réunion a été l'occasion pour les différents participants de dresser un état des lieux de l'énergie solaire dans les différents pays participants. Ce travail d'analyse a été effectué par chacune des institutions partenaires du projet et a été partagé lors de cette rencontre, permettant ainsi de faire le point sur le bon déroulement de ce projet en Méditerranée.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'extension de la clause compromissoire à des personnes non-signataires

Ghaleb Mahmassani, docteur en Droit, avocat à la Cour, ancien membre de la Cour d'arbitrage de la CCI (2000-2005)

1- En vertu du Code Libanais des Obligations et des Contrats (C.O.C.), le contrat a un effet relatif en vertu duquel les effets de ce contrat sont limités aux parties contractantes et à leurs ayants droit à l'exclusion de toute tierce personne (Art. 221 et 225 c.o.c.).

2- Or, la clause compromissoire étant un contrat consensuel comme tout autre contrat, lie - et ne lie uniquement - les parties à ce contrat, sans pouvoir étendre ses effets à un tiers non partie à cette clause en le considérant comme partie à l'arbitrage, et ce sans son consentement et sans le consentement des parties à la clause compromissoire.

3- Toutefois, des difficultés sont nées quant à la détermination des parties à la Clause compromissoire lorsqu'une tierce personne ou une entité non-signataire de cette clause a participé aux négociations ou à l'exécution de celle-ci. De là, la question de savoir s'il est possible d'admettre l'extension de la clause compromissoire à des tierces personnes non signataires s'est posée.

> « CES SOLUTIONS ÉTABLIES EN DROIT FRANÇAIS ET INTERNATIONAL, SONT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TRANSPOSÉES EN DROIT LIBANAIS »

4- En réalité, il ne s'agit pas à proprement parler d'étendre la clause à un tiers (ce qui serait contraire au principe de l'effet relatif des contrats), il s'agit plus simplement de déterminer l'identité des véritables parties à la clause compromissoire; il n'y a donc là aucune véritable atteinte au principe de l'effet relatif des contrats, car la personne non-signataire devient partie au contrat.

5- Dans ce cadre, les arbitres ainsi que les tribunaux judiciaires, ont développé une approche juridique par laquelle ils ont considéré que l'intervention d'une personne, physique ou morale, non signataire du contrat, dans la négociation ou l'exécution de ce contrat serait susceptible de constituer une présomption quant à la volonté réelle des contractants de considérer cette personne non signataire comme une partie réelle à ce contrat et par suite liée par celui-ci.

Cette solution s'est développée dans diverses situations juridiques que nous pouvons regrouper en deux grandes catégories: les groupes de sociétés (I) et les États et les entités de droit public (II).

I- LES GROUPES DE SOCIÉTÉS:

6- La question qui se pose dans ce cadre est la suivante:

Lorsqu'on est en présence d'une clause compromissoire signée par une société faisant partie d'un groupe de sociétés, dans quelle mesure serait-il possible d'étendre l'effet de cette clause à une autre société du même groupe, ayant sa personnalité juridique autonome mais n'ayant pas signé ladite clause?

7- Dans de tels cas, il a été reconnu qu'il serait possible dans certains cas, de ne pas s'arrêter devant l'autonomie de la personnalité morale de chacune des sociétés du groupe et de considérer d'autres sociétés de ce groupe comme parties à la clause compromissoire, lorsque certaines conditions sont réunies, et ce non pas sur la base de la notion de groupe, mais surtout sur la base de la volonté réelle des parties.

8- La doctrine et la jurisprudence internationales ont évolué au cour des dernières années dans leur interprétation et leur acceptation de cette extension de la clause compromissoire dans le cadre des groupes de sociétés. En

général, la jurisprudence française reconnaît l'extension de l'effet de la clause compromissoire signée par une des sociétés d'un groupe à d'autres sociétés de ce groupe lorsque cette extension est fondée sur la volonté réelle des parties, qu'elle soit tacite ou expresse. En effet, dès 1982, la sentence «Dow Chemicals» datée du 23/9/1982 avait accepté l'extension de la clause compromissoire signée par deux sociétés du groupe à la société mère ainsi qu'à une autre société du groupe non-signataire de cette clause. La sentence s'est basée sur plusieurs critères, dont la réalité économique unique du groupe mais surtout sur le rôle des sociétés non-signataires dans la négociation et l'exécution des contrats contenant ladite clause, rendant ces sociétés, selon la volonté réelle des parties, comme de véritables parties à ces contrats et aux litiges en résultant. Cette sentence fut confirmée par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 octobre 1983 (Rev. arb. 1984, p. 88).

9- Cette jurisprudence fut confirmée par plusieurs autres arrêts qui ont admis l'extension en recourant à divers critères pour fonder et justifier la solution. Ainsi certains ont considéré que le critère du groupe de sociétés et de son unité économique ainsi que la participation des différentes sociétés dans l'exécution du contrat suffit en lui-même à justifier l'extension de ce contrat aux sociétés non-signataires, et que cette extension constitue dans ce cadre un usage du commerce international.

10- De même il a été soutenu que si chaque société faisant partie du groupe conserve son entité, cette autonomie disparaît en cas d'immixtion caractérisée de l'une des sociétés dans la gestion ou le fonctionnement d'une autre. Cette faute serait de nature à percer le voile social et engagerait la responsabilité de ladite société et serait de nature à justifier l'extension. (D. COHEN, Arbitrage et société n. 565).

11- Mais la jurisprudence actuelle, dans sa grande majorité, confirme le critère tiré de l'analyse de la volonté des parties, qui se manifeste soit directement soit indirectement alors même qu'elle est tacite.

Ce recours à la volonté signifie la volonté réelle, concrète, telle quelle s'est manifestée dans une immixtion de la société non signataire, en général de la société mère, dans la négociation, l'exécution ou la dissolution du contrat. Cette volonté concrète est nécessaire et suffisante.

Elle est nécessaire ainsi qu'il ressort d'un arrêt de principe. «Cotunav en acceptant d'intervenir dans l'exécution du contrat a nécessairement ratifié la convention d'arbitrage» (Cass. 25 juin 1991, Rev.arb. 1991. 413).

Cette volonté réelle est également suffisante. La volonté de ne pas signer un contrat n'équivaut pas nécessairement à celle de n'y être pas partie.

II- LES ÉTATS ET LES ENTITÉS DE DROIT PUBLIC:

11- Les problèmes rencontrés par les arbitres dans ce domaine sont plus délicats que ceux ayant trait aux groupes de sociétés, car le sujet ici concerne des personnes de droit public et met en cause l'application de règles touchant à l'ordre public.

En effet, en dépit de la similitude du sujet, la question de savoir si l'État peut être tenu pour lié par une clause compromissoire signée par une entité du droit public ayant sa personnalité juridique autonome mais détenue par l'État, est très délicate et suscite des problèmes bien plus importants que ceux suscités par les groupes de sociétés.

12- La jurisprudence, dans ce cadre, se caractérise par une précision et une sévérité bien plus claire que dans le cadre des sociétés privées. Il s'agit là encore de prouver clairement que l'État a accepté de se considérer comme tenu par la clause compromissoire et que la volonté commune tacite des parties était de considérer l'État comme véritable partie à la clause. Pour éviter toute ambigüité, la jurisprudence exige que la volonté de l'État soit exprimée par écrit et d'une façon claire.

13- Parmi les décisions célèbres dans de domaine, il y a lieu de signaler l'affaire des «Pyramides», où la Cour d'appel de Paris a annulé une sentence arbitrale, en considérant que les formules de légalisation et d'approbation d'un contrat émanant du ministre concerné en tant qu'autorité de tutelle ne prouvent pas la volonté de l'État d'être considéré comme partie au contrat (Appel Paris 12/7/1984, Revue de l'Arbitrage 1986, p. 75). Cette décision fut confirmée par la Cour de Cassation (Cass. Civ, 1er, 6/1/1987).

14- Il y a lieu de signaler aussi l'affaire «Westland», où le Tribunal fédéral suisse a considéré que l'Organisation arabe pour l'industrialisation (OAI) est une entité ayant une personnalité morale, autonome et indépendante des quatre États Arabes qui l'ont constituée, et qu'en l'absence de faits établis suffisants à prouver la

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

volonté des quatre États d'être liés par le contrat signé par la seule entité autonome, le contrôle effectué par l'État sur l'entité autonome ne suffit pas à détruire la présomption que l'entité ayant signé la clause compromissoire est la seule partie à l'arbitrage, du moment que l'État n'a pas signé ladite clause. Le Tribunal a confirmé que la signature apposée par le ministre sur le contrat en tant qu'autorité de tutelle représentant l'État ne suffit pas pour en déduire la volonté de l'État d'être partie à la clause compromissoire figurant dans ce contrat, et de se désister ainsi de son immunité judiciaire. Il a conclu que les quatre pays, en laissant l'entité autonome (OAI) signer seule le contrat avec la société Westland, ont manifesté clairement leur volonté de ne pas être liés par ce contrat et par la clause compromissoire. (Trib. Féd. Suisse 19/4/1994, Revue de l'ASA 1994, p. 404).

15- En conclusion, il ressort que la règle générale concernant l'effet de la clause compromissoire est la non-extension de cet effet aux tiers non signataires de cette clause en vertu du principe de l'effet relatif des contrats, comme il ressort en même temps que cette règle n'empêche pas de considérer des tiers non-signataires comme de véritables parties au contrat en cas de preuves suffisantes d'immixtion de ces tiers dans la négociation, la conclusion, l'exécution ou la dissolution de ce contrat, laquelle démontre une volonté réelle de considérer ces tiers comme des véritables parties au contrat.

16- Ces solutions établies en droit français et international, sont susceptibles d'être transposées en droit libanais dont les textes sont identiques aux textes du droit français antérieur à la réforme de 2011, et qui s'inspire toujours des solutions du droit français. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de décisions judiciaires libanaises à propos du groupe de sociétés, mais cela ne signifie pas que l'extension n'est pas possible dans ce cas, vu la similitude des textes français et libanais et l'adoption par le droit libanais des solutions jurisprudentielles établies en droit français. Il signifie tout simplement que la question ne s'est pas encore posée en droit libanais.

En tout cas, l'essor et le développement de l'arbitrage exige par-dessus tout une sécurité juridique qui doit entourer l'institution de l'arbitrage et ses procédures, et cela passe en premier lieu par la nécessité de l'existence effective d'une convention d'arbitrage et par celle de bien déterminer les véritables parties à cette convention et donc celles qui sont liées par cette convention.

L'ambassade d'Espagne honore 40 ans de coopération économique entre l'Espagne Fournier et G. Tamer Holding

Jesus Guerra, Gaby Tamer, Nicolas Nahas, Milagros Hernando

C'est dans le cadre monumental et somptueux des jardins du Palais Chehab (datant de 1740), résidence de l'Ambassadeur d'Espagne, que furent célébrés quarante ans de coopération économique entre l'Espagne Fournier et G. Tamer Holding. À cette occasion, l'Ambassadeur d'Espagne au Liban, Milagros Hernando, a convié à dîner plusieurs personnes du monde diplomatique, politique et économique ainsi que le directeur général de Fournier, la société espagnole numéro un mondial dans la production des cartes à jouer.

Milagros Hernando, Nicolas Nahas, ministre de l'Économie et du Commerce représentant le Premier ministre sortant Najib Mikati, et Jesus Guerra ont remis à Gaby Tamer, président de G. Tamer Holding et personnalité incontournable des affaires au Liban, le diplôme de 40 ans de coopération du groupe avec l'Espagne ainsi qu'un «makila», bâton traditionnel entièrement réalisé à la main et offert aux personnalités ayant rendu service d'une manière ou d'une autre à l'Espagne.

De même, l'ambassadrice, Nicolas Nahas et Monsieur Guerra Fournier - qui chaque année décerne le titre de «Star de l'année» à vingt des meilleurs sociétés autour du monde pour leurs performances -, a récompensé Hamid Kreidi, président directeur général du Casino du Liban, Michel Tueni, vice-président de MEA et Ramzi Nader du Duty Free shop de l'aéroport de Beyrouth.

Mme Nahas, Jacques Sarraf, Nicolas Nahas, Mohamed Choucair, Gaby Tamer, Elie Rizk.

Dans son allocution de bienvenue, Milagros Hernando n'a pas manqué d'exprimer son grand bonheur et sa fierté de marquer cette célébration de grande importance pour son pays.

Ghazi El Aridi rassemble le secteur des transports pour trouver des solutions aux problèmes actuels

Une série de mesures ont été proposées par les acteurs du secteur des transports afin de résoudre la crise du port de Beyrouth, alors que la situation politique régionale se répercute sur le commerce traditionnel et les modes de transport des marchandises à partir du territoire libanais.

À l'initiative de Ghazi El Aridi, le ministre sortant des Travaux publics et des Transports, une réunion élargie a rassemblé le 12 juin dernier au siège de la direction du port de Beyrouth, le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, son directeur général, Rabih Sabra, le président du Comité agricole de la CCIA-BML, Raphaël Debbané, le directeur général du transport terrestre et maritime, Abdel Hafiz El Qaisi, le directeur général de la gestion et de l'investissement du port de Beyrouth, Hassan Qoraitem, et bien d'autres représentants des secteurs des transports ainsi qu'une foule de propriétaires d'agences maritimes et de camions.

GHAZI EL ARIDI: «NOUS PROPOSONS AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES DE PRENDRE LES DÉCISIONS ET DE LES FAIRE APPLIQUER»

«Cette réunion est le résultat des débats tenus au cours des derniers jours en présence des acteurs du secteur du Transport maritime, et du Transport en général, pour discuter de la souffrance que subit actuellement ce secteur», a affirmé d'emblée le ministre sortant des Transports et des Travaux publics. Ghazi El Aridi a également déclaré que «les propositions que nous soumettons peuvent être envoyées aux autorités compétentes qui, à leur tour, prendront des décisions pour les faire appliquer».

Aussi, les acteurs du secteur des Transports suggèrent que les douanes libanaises augmentent leurs heures de travail quotidiennes et prolongent le temps de travail dans le port, organisent le processus d'entrée et de sortie des marchandises et contrôlent les conteneurs importés en collaboration avec l'Association des commerçants, l'Administration des Douanes, l'Armée et les parties concernées. Parmi les autres propositions énumérées par Ghazi El Aridi, figure la nécessité d'un remblayage qui permettrait de garantir un accès plus rapide de la circulation des camions. Il faudrait aussi, selon lui, étudier la décision prise précédemment par le ministère de l'Intérieur d'interdire la circulation des camions à certaines heures bien précises et prendre en compte les répercussions négatives sur le Port de Beyrouth. Pour atteindre cet objectif, Ghazi El Aridi propose également qu'un comité soit en charge de la coordination entre tous les ministères et les parties prenantes pour veiller au bon déroulement des décisions prises. Enfin, le ministre sortant des Transports et des Travaux publics a annoncé qu'une réunion, présidée par le Premier ministre sortant Nagib Mikati, et destinée à débattre de ces propositions aura lieu prochainement en présence des parties et des ministres concernés.

MOHAMED CHOUCAIR: «LE PROBLÈME DE LA CONGESTION CAUSE ACTUELLEMENT DE GROSSES PERTES AUX COMMERÇANTS»

À son tour, Mohamed Choucair, a mis l'accent sur «la nécessité de prendre toutes les mesures pour faciliter l'affranchissement des marchandises, la réduction des lourdeurs administratives et l'accélération des formalités». Il a également appelé à une plus grande coordination entre les parties concernées, soulignant que «le problème de la congestion cause actuellement de grosses pertes aux commerçants, ce qui est devenu inacceptable». Mohamed Choucair a également assuré que la Fédération des chambres de commerce du Liban était prête à fournir tout le soutien et l'assistance nécessaire pour la mise en œuvre des mesures proposées.

À noter que cette réunion élargie a été précédée par une visite de terrain permettant de voir la région des nouveaux conteneurs qui ont été livrés au port, il y a près d'un mois, et qui représentent une superficie de 100 mille mètres carrés dans l'objectif de résoudre les problèmes du port. Or, il s'avère aujourd'hui que cette nouvelle région est devenue similaire à l'ancienne, avec les mêmes problèmes toujours irrésolus à savoir un besoin d'espace plus grand au niveau de tous les secteurs opérant dans le port.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Fady Gemayel: L'industrie libanaise reste un fer de lance important pour une relance économique

Fady Gemayel, président du Syndicat des industries papetières et d'emballage au Liban, est confiant. «L'industrie libanaise a fait ses preuves d'excellence tout au long des années et la crise économique actuelle n'a qu'un impact conjoncturel et à court terme sur ce secteur», assure le président et directeur général de Gemayel Frères et de LibanPack, selon qui l'industrie libanaise reste un partenaire incontournable pour les grands groupes internationaux.

La crise économique est généralisée, qu'en est-il du secteur industriel?

L'industrie libanaise a fait ses preuves tout au long de son histoire et la crise économique actuelle la touche sur le court terme. J'affirme que notre secteur se porte bien mieux que d'autres et que son potentiel reste grand. Revenons un peu à l'histoire de notre industrie, elle a fait ses preuves et elle reste, à mon sens, un fer de lance important pour une relance économique globale. Je reste optimiste car nos industriels ont été pionniers et leurs entreprises ont une très bonne réputation qui dépasse nos frontières, et ce malgré tous les aléas qui ont touché notre pays. Le problème actuel est d'ordre conjoncturel plus que structurel. En effet, nous sommes nous aussi entrain de payer la facture des répercussions de la guerre en Syrie qui a un impact sur notre commerce traditionnel, avec les problèmes aux frontières ainsi qu'une augmentation des coûts d'énergie.

> "NOUS RESTONS POUR TOUT GRAND GROUPE EUROPÉEN OU AMÉRICAIN, UN PARTENAIRE DE TAILLE INCONTOURNABLE DANS LA RÉGION"

Comment expliquez vous que le secteur industriel reste plus solide que les autres?

Un grand nombre de nos entreprises et PME sont des entreprises familiales qui ont une vision d'avenir et qui se sont toujours attachées à la rentabilité sur le long-terme, d'où leur succès. Il ne faudrait pas oublier aussi que nous avons d'excellentes relations avec l'étranger que nous continuons d'entretenir, et ce malgré les différentes crises qui ont secoué notre pays. En effet, nous n'avons jamais coupé les ponts avec ces pays, avec lesquels nous n'avons jamais cessé de faire des affaires. Nous tentons également, depuis toujours, de rester à la pointe du savoir et des compétences internationales, et, même en période de guerre, nos industriels ne rataient aucune conférence internationale. En tant qu'industriels libanais, nous pouvons être fiers de notre «know how», de la qualité et du design de nos produits. À titre d'exemple, notre Association patronale (SOPIL: Syndicate of the Owners of Paper & Packaging Industries in Lebanon) a activement participé à la création de LibanPack» qui est devenu une référence dans le domaine de la création d'emballage dans tous les pays arabes. LibanPack a d'ailleurs établi un accord de jumelage avec des designers français et des institutions et centres sanitaires. Ainsi, LibanPack aide les SME et PME à développer et à améliorer leurs emballages pour atteindre divers marchés, parmi les plus exigeants. Notre industrie jouit dès lors d'un rayonnement important au niveau régional et nous avons la chance d'avoir une diaspora très importante ainsi qu'un très bon réseau qui peuvent permettre au Liban d'être un «hub» régional pour tout ce qui touche à l'emballage et à d'autres produits. Pour toutes ces raisons, notre industrie reste pionnière dans la région et forte. Malgré tout.

Quelles sont les valeurs sûres de l'industrie libanaise pour vos partenaires étrangers européens ou américains?

L'atout d'une industrie libanaise qui a misé sur la création de produits à forte valeur ajoutée et qui reste flexible et à l'écoute de ses clients. De plus, un grand nombre de nos entreprises sont certifiés ISO, ce qui implique que nous respectons les normes de qualité imposées internationalement pour exporter dans les pays européens et américains aux exigences très strictes. Preuve en est, nous arrivons à y exporter les produits que nous fabriquons sous le label étranger de la maison mère dans les secteurs de l'agro-alimentaire, des produits pharmaceutiques, des cosmétiques, des voitures spécialisées, des transformateurs électriques, de l'industrie papetière, de l'argenterie, etc.

Pouvons-nous alors affirmer que les chefs d'entreprise libanais sont devenus des spécialistes des périodes de crise?

Oui, nous pouvons effectivement affirmer que nous sommes devenus des spécialistes en gestion de crise. En effet, malgré la crise qui touche notre économie, nous restons des partenaires crédibles et présents dans la région. Les entreprises libanaises ont fait leurs preuves et nous sommes plus à même que d'autres de jouer le rôle de locomotive régionale. D'ailleurs, nous restons pour tout grand groupe européen ou américain, un partenaire de taille incontournable dans la région, un accès aux pays du Golfe et au continent africain. Le seul inconvénient de cette région arabe très riche reste son instabilité.

Quels sont les problèmes conjoncturels que vous affrontez actuellement?

Les principaux problèmes d'ordre conjoncturel qui affectent notre secteur sont les coûts d'énergie et de transport. En particulier, dans

les secteurs où l'énergie représente un coût important de la production. Au niveau de l'import-export, nous avons un problème certain avec le transport traditionnel terrestre, arrêté à cause de la guerre en Syrie. C'est pourquoi, il est nécessaire de trouver des solutions alternatives comme l'a récemment fait le groupe CMA-CGM (3ème plus grand groupe de conteneurs dans le monde) de Jacques Saadé, en inaugurant à Marseille le «Jules Verne», le plus grand porte-conteneur au monde.

Quelles sont les solutions que vous proposez pour une relance économique?

Les entreprises libanaises doivent cibler des produits à forte valeur ajoutée. La conception et le design des produits se font localement. Ainsi que la production des produits à valeur ajoutée qui se fait aussi au Liban. Les entreprises libanaises pourraient alors produire des produits de masse à bas coûts dans les pays qui offrent des coûts relativement bas. Elles peuvent le faire seules, ou bien en joint ventures régionales, voire même internationales. En tout cas nos entreprises sont le moteur de cette dynamique.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Et si un scénario grec éclipsait celui de Damas?

Bachir El Khoury

Même si l'hypothèse d'un éventuel défaut de paiement est pour l'instant écartée, l'évolution de la dette publique dans le contexte actuel est plus que jamais inquiétante.

Le sort du déficit de l'État et de la dette publique semble plus que jamais incertain et hasardeux, à l'aune du ralentissement économique que vit le Liban depuis au moins deux ans et de l'absence totale de réformes fiscales. Eclipsée par les évènements politiques et sécuritaires liés à la Syrie, cette question est pourtant d'ordre capital et constitue l'un des principaux défis macroéconomiques actuels; avec une dette culminant à quelques 58 milliards de dollars, soit plus de 140% du PIB, le Liban reste en effet l'un des pays les plus largement endettés de la planète. Or, l'une des causes majeures du problème réside précisément dans un déficit public qui ne cesse de se creuser au fil des années et qui est financé par davantage d'endettement, alimentant le cercle vicieux. Le déficit avait déjà atteint un plus haut historique l'an dernier – à environ 4 milliards de dollars, soit plus de 9% du PIB, contre 2,3 milliards de dollars en 2011 (6% du PIB), tandis que le solde primaire affichait – pour la première fois depuis 2006 – un déficit de quelque 110 millions de dollars, contre un excédent de 1,7 milliard de dollars un an plus tôt. Ce dérapage observé en 2012 avait notamment pour cause un recul de l'activité économique, qui avait mené, en l'absence de toute nouvelle réforme, à une hausse de seulement 1% des recettes, contre une augmentation de 14% des dépenses publiques, tirées vers le haut par l'ajustement des salaires dans le secteur public. Cela avait porté un coup sérieux à la tendance baissière du ratio de la dette au PIB, qui avait atteint un plus bas de 135% en 2011, contre un pic de 180% en 2006.

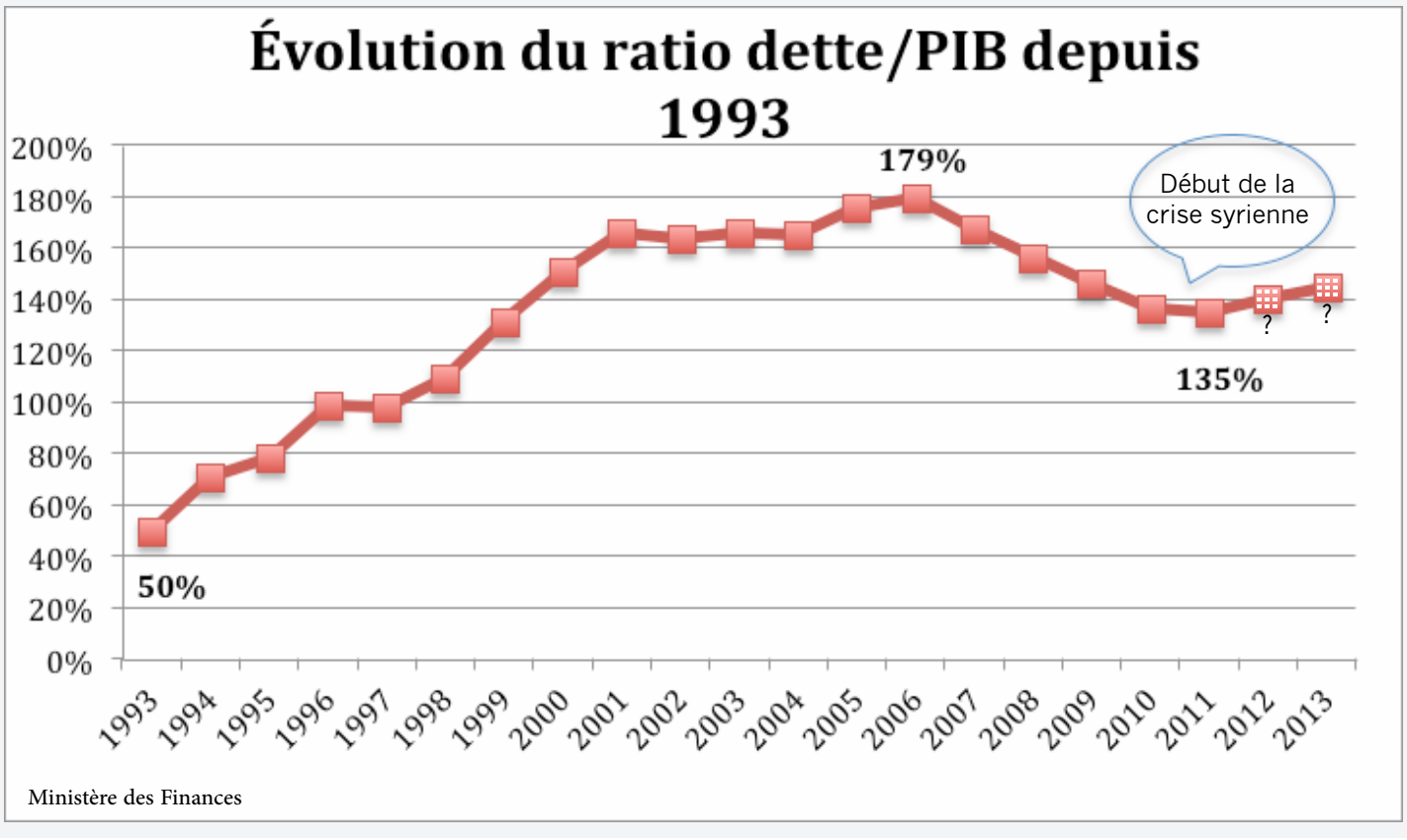
La situation risque de s'aggraver davantage cette année, avec des perspectives toutes aussi sombres; selon un rapport récent de la banque d'investissement EFG Hermes, la croissance devrait atteindre 1 % en 2013, tandis que le déficit devrait se maintenir au même niveau élevé que celui de l'an dernier, soit 9% du PIB. En parallèle, le déficit nominal, lui, devrait augmenter en raison de la stagnation des recettes fiscales, lesquelles sont fonction, ceteris paribus, de l'évolution de l'activité économique. Or celle-ci est largement impactée par la crise syrienne qui affecte plus d'un secteur; l'effet sur le tourisme, moteur de l'économie libanaise, se fait déjà sentir, avec une baisse de 13% du nombre de visiteurs au cours des cinq premiers mois de l'année en cours, tandis que le secteur immobilier continue, lui aussi, de pâtir de la situation politico-sécuritaire, et en particulier de la diminution de la demande et des investissements en provenance des pays du Golfe; selon les dernières estimations, les ventes immobilières ont affiché une baisse annuelle de 8% fin mai. Enfin, les investissements directs étrangers (IDE) comme les transferts d'émigrés sont eux aussi affectés par l'atmosphère générale.

> « LE LIBAN NE DOIT PAS RESTER LES BRAS CROISÉS »

Cette dégradation de la situation a d'ailleurs valu au Liban un abaissement le mois dernier, par l'agence de notation internationale Moody's, des perspectives sur la dette souveraine de «stables» à «négatives». L'agence a justifié sa décision par un ralentissement de l'économie dû à la crise syrienne, qui, selon elle, affecte en particulier l'investissement et le tourisme, et une hausse du déficit public déjà très important. Cependant l'agence a maintenu la note du Liban à B1, en vertu du dynamisme de son secteur bancaire, les actifs et les dépôts des établissements commerciaux ayant connu une certaine croissance au premier trimestre; en outre, le niveau de dollarisation demeure jusqu'à présent stable, reflétant un maintien relatif de la confiance, tandis que d'autres indicateurs et facteurs, tels que les réserves en devises ou encore la demande en provenance des réfugiés syriens, contribuent à tempérer les retombées négatives de la crise actuelle.

Néanmoins, le Liban ne doit pas rester les bras croisés; si un défaut de paiement est pour l'instant écarté, un creusement du déficit fiscal conduirait à un élargissement de la dette publique, ce qui augmenterait le ratio dette/PIB et dans la foulée les chances d'un réel dérapage des finances publiques, dans un contexte doublement précaire, aussi bien en Europe que dans les pays arabes. Le Liban avait réussi par le passé, grâce à un soutien international canalisé notamment via les conférences Paris II et Paris III, à éviter de faillir à ses engagements. Or ce soutien est loin aujourd'hui de pouvoir être sécurisé ou garanti, les puissances régionales et occidentales étant plus que jamais préoccupées par leur problèmes économiques internes.

Les yeux sont rivés depuis plus de deux ans sur Damas, et le sort de son régime actuel. Si cela paraît totalement légitime, vu les liens qui existent entre le Liban et la Syrie, il paraît tout aussi légitime, dans les circonstances actuelles, de maintenir un degré élevé de vigilance en ce qui concerne les Finances de l'État et de mettre en place une politique préventive afin de tenter de réduire les chances d'un scénario grec.



Ministère des Finances

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

L'industrie libanaise souffle ses 16 bougies de production réussie

La journée de l'Industrie a fêté les 16 ans de création d'un ministère de l'Industrie indépendant. Un événement qui avait pour objectif de récompenser des industriels reconnus pour leurs entreprises innovantes et productives. Du baume au cœur en ces temps de crise.

La Journée de l'Industrie a été célébrée le 17 juin dernier en présence du ministre sortant de l'Industrie, Vreij Sabounjian, du président des organismes économiques, Adnane Kassar, du président de l'Association des industriels libanais (AIL), Neemat Frem, et d'un parterre d'industriels et d'hommes d'affaires.

«L'histoire de l'industrie libanaise remonte très loin, et certaines entreprises fondées dans les années vingt continuent aujourd'hui de prospérer», affirme d'un ton fier le ministre sortant de l'Industrie, Vreij Sabounjian, même si, selon lui, le secteur industriel a encore des progrès à réaliser, «car la concurrence est rude et les changements politico-économiques dans la région sont porteurs de nombreux défis». Il suggère ainsi aux industriels libanais de prendre des initiatives courageuses et de se lancer à l'assaut des marchés voisins en augmentant le volume de leurs investissements et en créant des synergies entre eux. Pour atteindre ces objectifs, Vreij Sabounjian propose de «renforcer la relation entre son ministère et les industriels à travers davantage de législations, la création d'un partenariat public-privé fort, ou encore en protégeant le secteur de la concurrence déloyale».

Pour sa part, le président des organismes économiques, Adnane Kassar, a appelé à mettre en place des mesures rapides et efficaces pour développer un secteur qui n'a eu de cesse de traverser des crises au cours des quatre dernières décennies. Il a ainsi recommandé davantage d'incitations fiscales pour les investisseurs, ainsi qu'un soutien financier aux travaux de recherche dans les industries productives et respectueuses des normes environnementales.

De son côté, le président de l'Association des industriels libanais (AIL), Neemat Frem, estime que les industriels sont la dernière ligne de défense contre l'effondrement de l'économie. «Nous l'avons toujours été au cours de l'histoire et nous le resterons dans l'avenir», a-t-il déclaré. Neemat Frem a par ailleurs indiqué que la production industrielle locale allait atteindre 11 milliards de dollars, comme l'année précédente. Selon lui, «le Liban exporte 4 milliards de dollars et le reste revient à la consommation nationale». Des chiffres optimistes en ces temps de vache maigre.

> VREIJ SABOUNIAN SUGGÈRE AUX INDUSTRIELS LIBANAIS DE PRENDRE DES INITIATIVES COURAGEUSES ET DE SE LANCER À L'ASSAUT DES MARCHÉS VOISINS

La Responsabilité Sociale de l'Entreprise: une démarche innovante

Olivier Delbard, Professeur à l'ESCP Europe et à l'ESA.

Le développement durable, concept né il y a environ 25 ans, s'impose de plus en plus aujourd'hui, partout sur la planète, aux différents acteurs de la vie économique, politique et civile. Mettant en lumière la nécessité impérieuse d'intégrer les enjeux sociaux et environnementaux à la recherche de croissance et de développement, le développement durable se décline pour l'entreprise en responsabilité sociale (RSE ou CSR en anglais). Selon la définition officielle de l'Union européenne en 2011, «afin de s'acquitter pleinement de leur responsabilité sociale, il convient que les entreprises aient engagé, en collaboration étroite avec leurs parties prenantes, un processus destiné à intégrer les préoccupations en matière sociale, environnementale, éthique, de droits de l'homme et du consommateur dans leurs activités commerciales et leur stratégie de base».

L'approche européenne se veut donc intégratrice et stratégique: mais face à cela, comment les entreprises réagissent-elles? Alors que leur première préoccupation est fort légitimement de se développer, de créer de la valeur pour dégager des profits qui pérennisent leurs activités.

Face à cette nouvelle exigence, les entreprises s'emparent de la question par des moyens divers. Pour beaucoup d'entre elles, il s'agira de communiquer sur leurs actions envers la communauté dans une démarche d'essence philanthropique. Pour d'autres, l'accent sera mis sur une certaine recherche de conformité en réaction à des pressions provenant de la société, du secteur d'activité ou encore du régulateur. Le risque de ces démarches est

qu'elles versent soit dans une approche purement cosmétique (conduisant à ce greenwashing dénoncé de plus en plus régulièrement), soit dans une démarche réactive avec peu d'impact réel sur les pratiques de l'entreprise.

Si les entreprises se cantonnent dans ces démarches, elles risquent d'une part de se voir critiquées pour leur manque d'engagement réel en faveur du développement durable, et d'autre part de ne jamais parvenir à adopter une démarche positive et volontariste par rapport à ces enjeux. L'entreprise doit d'abord s'approprier ces questions afin de transformer ces nouvelles contraintes en opportunités stratégiques et commerciales.

Une étude récente réalisée en France par l'Institut pour l'innovation et la compétitivité d'ESCP Europe et le cabinet Weave Air a mis en évidence la nécessité d'aborder le développement durable sous l'angle de l'innovation. Sur les plus de 300 entreprises internationales interrogées, 73% des dirigeants affirment que l'innovation durable est une priorité stratégique pour leur entreprise. Même s'il est encore difficile de mettre en œuvre une démarche d'innovation, notamment de rupture, pour le développement durable, il apparaît clairement que ce sera la seule manière de faire entrer le développement durable et la responsabilité sociale dans la réalité quotidienne de l'entreprise. Nous sommes convaincus du fait que c'est en questionnant et bousculant ses pratiques et sa stratégie que l'entreprise sera à même de répondre aux enjeux sociaux et environnementaux de plus en plus pressants, dans une approche gagnant-gagnant, qui crée de la valeur à la fois pour l'entreprise et pour la société dans son ensemble.

Le Liban, pays dans lequel la dynamique entrepreneuriale est si fortement ancrée, a toutes les cartes en main dans ce domaine: à ses entreprises de se saisir de ces nouveaux enjeux d'une manière stratégique, proactive et gagnante au bout du compte.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Malgré les multiples crises, les relations franco-libanaises demeurent solides

Philippine De Clermont-Tonnerre

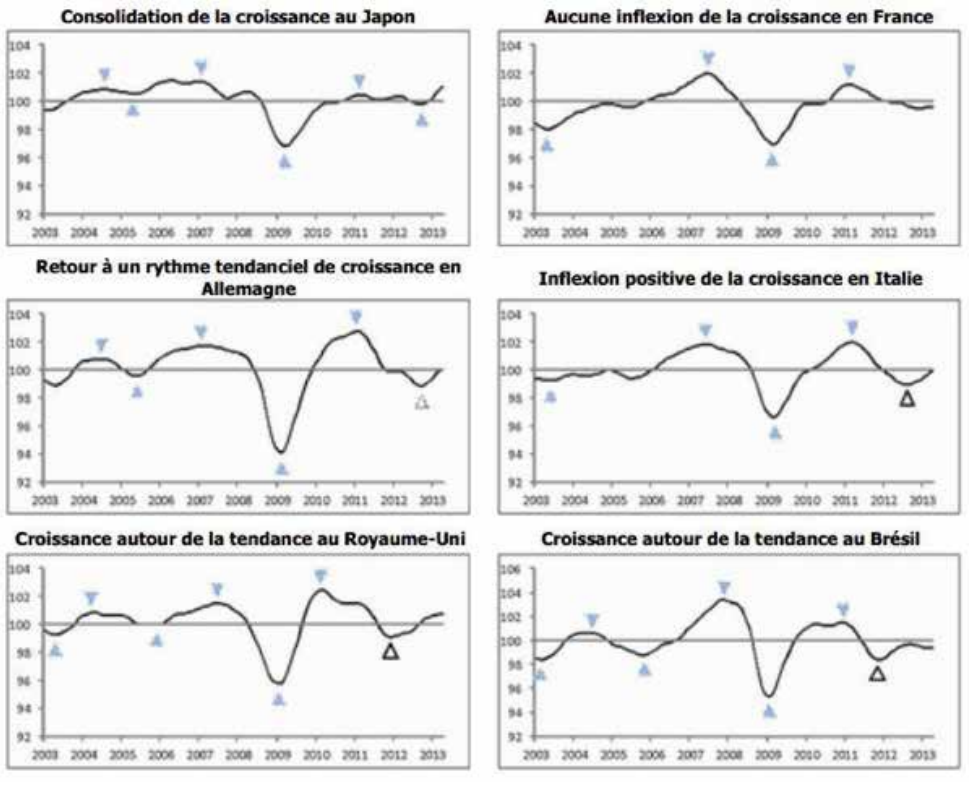
COOPÉRATION

Les rapports bilatéraux entre la France et le Liban n'ont pas enregistré de recul majeur.

En dépit d'un contexte politique et économique morose aussi bien sur le plan local qu'en France, avec une montée des tensions et un début de débordement de la crise syrienne au Liban conjugués à un ralentissement de la croissance dans l'Hexagone en raison de la crise continue de la dette en Europe, les rapports économiques entre les deux pays maintiennent le cap, comme en témoignent plusieurs indicateurs. Les échanges commerciaux entre la France et le Liban ont ainsi totalisé, en valeur, 652 millions de dollars sur les cinq premiers mois de l'année en cours, contre près de 698 millions de dollars au cours de la même période de l'an dernier, enregistrant une légère baisse de 7%. Celle-ci s'aligne sur la tendance générale, le volume global des échanges dans les deux pays ayant décéléré dans un contexte de crise qui perdure depuis plus de deux ans. Au Liban, les importations ont reculé de 2% jusqu'à fin avril 2013, tandis qu'en France, celles-ci ont baissé de 3% au cours du premier trimestre de l'année en cours, après avoir quasiment stagné sur l'ensemble de 2012 (+1,3%). Cette contraction, qui découle principalement d'une baisse de la demande interne, a d'ailleurs valu à la France comme au Liban d'améliorer leurs balances externes, largement déficitaires; le déficit commercial français, qui avait atteint en 2011 le record historique de 74 milliards d'euros, a reculé en 2012 pour s'établir à 67 milliards d'euros, tandis que le déficit hors énergie, que le gouvernement s'est engagé à résorber entièrement d'ici à 2017, s'est réduit quasiment de moitié, passant de 29 à 15 milliards d'euros. Au Liban, le déficit commercial s'est quand à lui, contracté de 5% fin avril, sous l'impulsion de la baisse des importations.

> « LA PRÉSENCE FRANÇAISE CONTINUE DE SE DÉVELOPPER PAR LE BIAIS D'IMPLANTATIONS MAJEURES DE COMPAGNIES ET DE GROUPES FRANÇAIS SUR LE SOL LIBANAIS »

En ce qui concerne strictement les échanges entre les deux pays, ceux-là ont donc légèrement reculé au début de cette année mais continuent d'osciller dans la borne supérieure; les échanges franco-libanais avaient connu un bond qualitatif sur les quatre ans précédents, totalisant 1,6 milliards de dollars en 2012 et en 2011, contre 1,5 milliards de dollars en 2010, et un pic de 1,7 milliard de dollars en 2009, date à laquelle les échanges avaient enregistré une croissance de 20% par rapport à l'année précédente (1,4 milliard de dollars), et de 110 % par rapport à 2006 (824 millions de dollars). Si cette hausse substantielle depuis 2009, suivie d'une certaine stagnation au cours des deux dernières années, découle en partie de l'appréciation de l'euro face au billet vert, auquel la livre est indexée, il n'en reste pas moins que le volume des échanges a lui aussi progressé, soutenu par la signature de plusieurs contrats dans divers domaines, dont le secteur du transport aérien: la livraison d'une dizaine d'Airbus à la Middle East Airlines (MEA) à partir de 2009, à laquelle s'ajoute la finalisation en début d'année d'une nouvelle commande, portant sur l'achat de 10 Airbus de la famille A320neo d'une valeur d'un milliard de dollars. Cette position bilatérale, à la faible élasticité face aux évènements, a été confortée, en parallèle, par l'adoption par la France d'une politique de meilleure couverture des risques liés aux échanges commerciaux avec plusieurs pays, dont le Liban, qui a permis de doper les exportations et les importations dans les deux sens et de les sécuriser, non plus seulement à court terme, mais aussi à moyen terme.



IMPLANTATIONS, INVESTISSEMENTS, FINANCES...

Sur un autre plan, la présence française continue de se développer par le biais d'implantations majeures de compagnies et de groupes français sur le sol libanais ou de prises de part au capital de sociétés locales, et ce malgré les aléas conjoncturels et structurels. Les retraits de France Télécom il y a quelques années et de certains établissements bancaires, telle la BNP Paribas – pour des raisons liées au respect des normes bancaires internationales (Bâle II) – ont été compensés par la ruée des enseignes de luxe (Louis Vuitton, Boucheron, Hermès, etc.) et l'implantation de nouvelles banques, comme le Crédit Agricole Suisse, ou plus récemment de groupes de grande distribution, comme Carrefour. Le Liban compte aujourd'hui plus de 80 implantations françaises employant environ 5000 personnes. Les investissements directs étrangers (IDE), qui avaient reculé pendant quelques années en raison de l'instabilité politico-sécuritaire sur le plan local après l'assassinat de Rafic Hariri, auraient repris avant d'être de nouveau freinés par la crise en Syrie qui affecte l'ensemble des investissements en provenance de l'étranger.

Enfin, au niveau de la coopération financière bilatérale, le pays du Cèdre relève depuis 1999 de la zone de solidarité prioritaire - une zone définie par le gouvernement français comme celle où l'aide publique au développement est la plus concentrée comparativement à d'autres régions.

RISQUES À L'AVENIR

Malgré cette résilience des rapports bilatéraux aux conjonctures locales et régionales respectives, les relations économiques et commerciales entre la France et le Liban risquent de se détériorer, en cas de dégradation supplémentaire de la situation sécuritaire au Liban et/ou d'un plus grand affaissement de la croissance française. Selon les dernières prévisions de la commission européenne, le PIB français devrait se contracter de 0,1% cette année, tandis qu'au Liban, certains pronostics font état d'un risque de nouvelle guerre confessionnelle... Des risques majeurs qui porteraient un coup à l'ensemble des deux économies et non seulement aux rapports entre les deux pays.

ECONEWS | in english

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Business Incubation Association in Tripoli, BIAT

BIAT
Business Incubation Association in Tripoli

BIAT MISSION

We identify incubate, host, network, train, and support value added business opportunities in North lebanon.

BIAT VISION

We empower the public to have a dream and make it come true.

WHO WE ARE?

BIAT was established as a not for profit organization, with the assistance of th e Integrated SME support program, an EU funded project at the Ministry of Economy and Trade of lebanon.

BIAT is managed by a motivated, professional. experienced, and caring team ready to assist the clients throughout their compames development path.

Our team can provide financial, technical, marketing, legal accounting, training and networking services.

INCUBATION

EXECUTIVE OFFICES

Many entrepreneurs do not have the space or desire to start a business from home, yet finding space and setting up essential support functions is financially overwhelming and energy draining just at a time when financial resources and energy are most needed for the development of the business itself. BIAT's Business Incubator can be the perfect solution; a low cost option to set up in a professional building complete with office amenities.

Individual offices are available in a wide variety of sizes. All offices may be used as a single office space or a multi-person

WORKPLACE OR IN ANY SUITABLE COMBINATION.

The Executive Offices are dedicated to existing companies from different economic sectors.

TALENT FACTORY

The Talent Factory is a prestigious office space with the main objective of fostering an environment of professionalism and growth where talented young individuals can start their careers on the right path, taking their ideas to the next level.

BIAT provides each incubatee in the Talent factory with a fully equipped office space at no cost.

The Talent Factory is solely dedicated to freelancers and new entrepreneurs from the ICT sector (Information and Communication Technology).

FREELANCER'S DESK

An open office space with basic office equipments.

The Freelancer's Desk space is dedicated to fresh graduates, freelancers, and new entrepreneurs from different sectors in need of office space to start their business.

The Freelancer's Desk is free of charge.

Freelancers can benefit from BIAT infrastructure, facilities, counseling, training sessions and networking.

VIRTUAL OFFICES

For entrepreneurs outside of North lebanon or abroad wanting to benefit from all the amenities of an office without the cost of operating an office. BIAT's Virtual Office service offers businesses the opportunity to have a prestigious office address, messaging service, and mail reception for a low cost.

TRAINING

BIAT provides a large portfolio of training courses designed to accommodate all levels of ability and budgets. Our trainers have many years of experience, and knowledge. Our courses use the latest methods of innovation, simulation and are up to date. If you or your company I organization has a training need that you do not see listed, please contact us, as we customize courses to serve your needs.

- IBP- Introduction to Business Planning
- SMEM - Strategic Management for SMEs
- Introduction to Innovation
- Bookkeeping (Basic Accounting)

MARKETING FOR SMALL BUSINESSES

- Business English for Beginners

Ideally for: Entrepreneurs, Small «Business Owners, Employees, Young Technicians & Universi Graduates.

INNOVATION CENTER

The Innovation Center is dedicated to developing ideas and growing businesses where the competition between businesses is on knowledge, research and development, BIAT fosters an environment od innovation as well as has a wealth of essential business resources. Innovative and growth-minded businesses are nurtured by developing their venture during start-up, early development, and the growth stages.

BUSINESS COUNSELING

Whether you are a new entrepreneur, or an already established business, BIAT's qualified business counselors and experts provide guidance, support, and networking to help develop your business.

We, at BIAT, seek to fulfill the following business support services that we know are important to you.

- General Advice & Guidance
- Business Planning
- Marketing Plans
- Access to Markets
- feasibility Studies
- legal Assistance
- One on One Coaching
- KAFALAT files:

Kafalat loans are available to SMEs and innovative start-ups that belong to one of the following economic sectors:

- Industry
- Agriculture
- Tourism
- Traditional Crafts
- High Technology

BIAT also offers other forms of Access to Finance:

- Micro financing
- Venture Capital
- Commercial Banks
- leasing
- Other sources of financing

BIAT - Business Incubation Association in Tripoli
Blvd. Bechara El-Khoury
Chamber of Commerce of Tripoli, Glass Building,
2nd floor Tripoli, North lebanon
Telephone: +961 6 425 605/6/7
fax: +961 6 425 600 ext.251

BIAT Akkar Satellite Office Halba Municipality Building Halba, Akkar, North lebanon
Telephone: +961 6 695 776

ECONEWS | in english

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The South Business Innovation Centre, SouthBIC

INTRODUCTION

The South Business Innovation Centre (South BIC) is the first sustainable stand alone business development centre in South Lebanon, and one of only three such centers operating currently in Lebanon. Using local and international expertise, South BIC is geared towards assisting entrepreneurs and businesses in the South achieve their goals and improve their competitiveness through enhanced innovation within existing business practice.

South BIC provides intensive incubation services to both start-ups and existing Small and Medium Enterprises (SMEs), in addition to exhibition facilities through its newly established Business Exhibitions Centre (BEC). Incubation services include hosting the company within South BIC premises, support services, as well as a wide range of facilities available at South BIC. Moreover, South BIC extends remote incubation services to companies that are not able to reside within the South BIC premises, which will allow them to get intensive follow up and support from South BIC's wide array of services and benefit from South BIC's facilities as well. Through both mechanisms, South BIC avails a host of services that will help improve the competitiveness of enterprises.

South BIC is located in Saida, at the Chamber of Commerce Building, with two outreach locations in Nabatiyeh and Tyre. The main location in Saida boasts an industrial incubation facility designed for companies engaged in industrial activities, and a concept desk space designed for entrepreneurship and start-ups as well as established businesses, in addition to a conference and exhibition centre. The Nabatiyeh branch will be operational as of 1st of July and the Tyre branch at the beginning of next year 2013.

South BIC was established by the commitment of its members and through the generous funding of the EU delegation in Lebanon via the Integrated SME Support Programme managed by the Ministry of Economy and Trade. The Boardof Directors is made up of three important economic and social groupings in the south. These are:

- The Chamber of Commerce of South Lebanon (CCIAS)
- The Municipality of Saida
- The Hariri Foundation

South BIC benefits from the wide synergies made available and accessible through its founding partners. South BIC's greatest asset to enterprises is its competent, energetic and entrepreneurial team that is capable of guiding its tenants and clients, mentoring them through a wide array of services and cluster building initiatives, and helping them become more competitive and efficient along the way. The staff brings a wealth of experience and advice in various operational and planning areas that can substantially help improve enterprise performance.

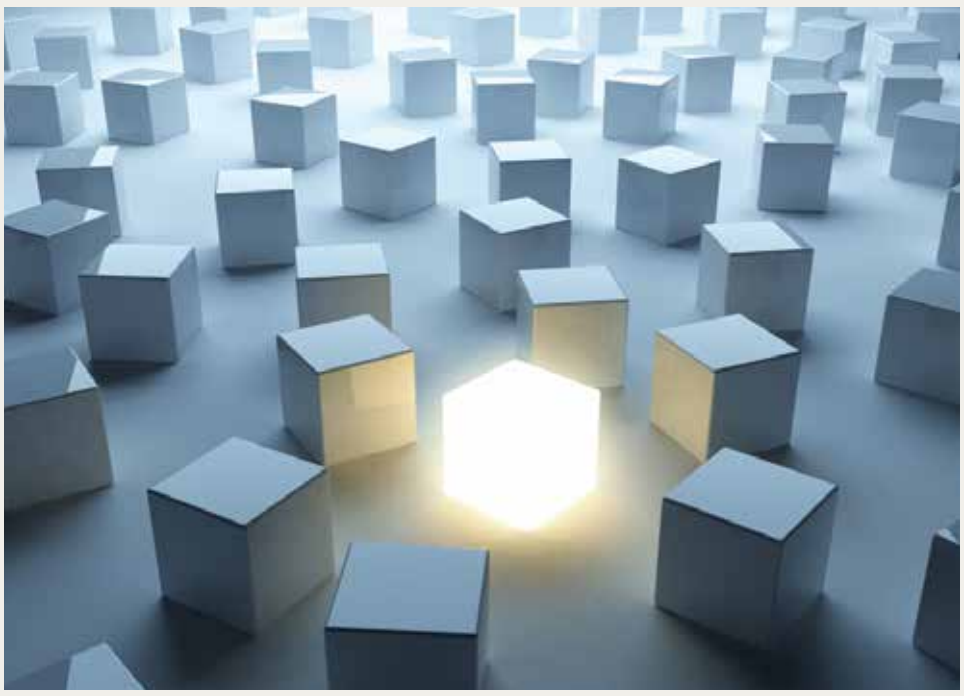
> "SOUTH BIC EXTENDS REMOTE INCUBATION SERVICES TO COMPANIES THAT ARE NOT ABLE TO RESIDE WITHIN THE SOUTH BIC PREMISES"

MISSION

South BIC's mission is to boost the creation, development, and support of innovative Micro, Small & Medium Enterprises (MSME) which are the economic engine of competitive free markets.

South BIC aims to provide professional, coherent and comprehensive incubation and counseling services to manufacturing & service enterprises from various sectors. Our services deliver substantial added value to engaged enterprises, and by extension to the local economy as well. The main goals of South BIC is to help companies create more wealth and employment through helping these companies and potential entrepreneurs to create innovative, growthoriented and marketoriented business ideas.

South BIC caters to qualified existing and start-up businesses through interventions designed to minimize risk through offering and delivering a wide array of technical, managerial, and logistical resources.



INCUBATOR FACILITY

The business incubator facility enables the formation of new companies, and provides a vast array of resources and technologies to existing companies as well. This facility is designed for use by entrepreneurs, start-up companies, existing micro, small and mid-sized companies, as well as retail establishments who are assisted from concept creation to commercialization.

The incubator facility at South BIC for resident clients offers:

Receptionist services ("meet and greet", light copying)

- Auditorium
- Business Exhibitions Center
- Parking for Clients and their Guests
- Use of Conference Room for meetings/presentations
- Use of shared office equipment (TV/VCR, LCD projector)
- Use of kitchen and lunch area (with microwave and refrigerator)
- Company name listing on SBIB "Links" Section
- Industrial tenants area
- Multi-purpose hall
- Office cleaning and building security

Additional information: For pricing information and other inquiries, please call information desk on +961 7 725 948 or email info@southbic.org

ECONEWS | in english

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Food Quality Center, FQC

FQC
Food Quality Center

HISTORY

The Food Quality Center, FQC, is an entity within the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa. Established in 2007, it is located in the heart of the Bekaa region to serve the agro-food industry sector in quality assurance, food safety, product development, as well as microbiological and physico-chemical testing. The site is currently managed under the ISO 9001:2008, ISO 17025, and Organic Operation certifications. The laboratory is accredited by the Ministry of Economy and Trade and the Ministry of Agriculture for testing agro-food products.

MICROBIAL TESTS

- Analysis of food for indicator organisms like: colony count, coliforms, yeasts and molds, and fecal coliforms bacteria
- Detection and enumeration of pathogenic bacteria like: Staphylococcus aureus, Bacillus aureus, Clostridium perfringens, Salmonella species, and Listeria monocytogenes
- Research, microbiological tests (shelf-life evaluation, process validation and trouble shooting)

FACING QUALITY PROBLEMS?? FQC IS YOUR RIGHT SOLUTION

Our problem-solving and food safety experts can help create solutions for your product development needs. Detecting potential problems before they occur is essential to protecting your brand. To increase efficiency and eliminate risks, we offer advanced safety audits and sampling programs along with assistance in HACCP planning. Our consultancy services include:

- Product development: design formulation, sensory evaluation
- Process and packaging systems: freezing, drying, processing, modified atmosphere packaging
- Nutritional facts calculation
- Workshops and trainings on targeted subjects
- Pilot plant production, test kitchen trials

ANALYTICAL FOOD TESTING SERVICES

The food laboratory at FQC provides testing support for all areas of the food and agriculture industries. In response to the growing need of the food producers in the Bekaa region to provide high-quality, and safe products, FQC has recently expanded its microbiology lab space and services.

The team is extensively involved in preparing for the ISO 17025 laboratory management accreditation to provide internationally approved tests. Food chemical analysis, Wet chemistry, Theology, Analysis of food products: jams, pickles, ready to eat, frozen or dried items, dips & sauces, dairy products, vegetable oils, honey & drinking water.

ARE YOU AN ORGANIC PRODUCER?

Are you struggling to make use of your excess fresh organic crops?! Creative ideas are available at our center such as drying fruits and vegetables, making jam and trying new recipes. Contact us and we will develop and produce unique organically certified products with you.

FQC VISION

FQC's vision is to be the premium quality assurance, safety and knowledge sharing center in the region.

FQC MISSION

For continual growth and innovation in the agro-food sector, FQC's mission is to provide high-level technical assistance through our qualified experts and accredited lab services.

FQC CORE VALUES:

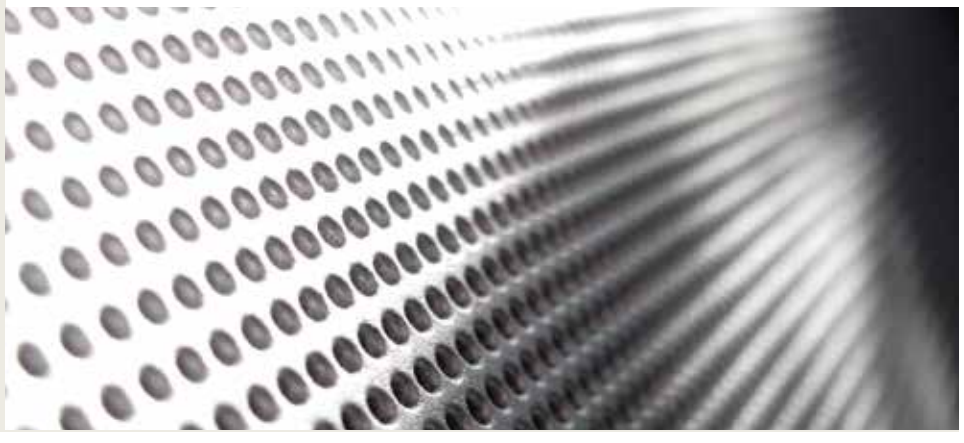
- Excellent quality of services
- Innovation in product development
- Confidentiality and credibility
- Accuracy and integrity of results
- Community development
- Consumer safety
- Customer satisfaction and reliability

WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST

competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST



ECONEWS | in english

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The «Garden Show & Spring Festival» closes its tenth edition

The Garden Show & Spring Festival closed its doors after 5 days of joy at the heart of Beirut in the exquisite setting of the hippodrome park on Saturday June 1st.

More than 225 exhibitors received 23,000 visitors, who were able to admire the different garden settings specially planted for the occasion, as well as a myriad of plants, outdoor furniture and objects specially selected for the show. Numerous contests, exhibitions and events seduced and entertained visitors while the Food Court offered the public tasty dining possibilities under the shady pine trees to the sound of live music.

This year's edition was quite exceptional in the number of specifically created gardens and in terms of the effort exerted by all the exhibitors to offer visitors exceptional stands. Other than the Art of Gardening section, the Lifestyle section was diversified to give visitors the chance to find everything they need to furnish, arrange and decorate their outdoor spaces.

Photo exhibitions, a floral arrangement contest, horticultural experts giving valuable advice, renowned chefs demonstrating summer cuisine, a spectacular tree covered with flowers, a garden parasol exhibition by famous Lebanese designers, a sculpture of a majestic elephant, numerous art and craft workshops, as well as many other activities made these 5 action-packed days at the heart of the capital an event not to miss.

Finally, it is worth mentioning that the Beirut Rose, which was baptized last year, celebrated its first year in bloom, both at the show and in all the public and private gardens where it was planted.

The Garden Show & Spring Festival has become more than an exhibition about the art of living outdoors, it is also an important rendezvous for the city, an international cultural, social and tourism event permitting Beirut to once again, regain its title as the leading capital of taste & essence of style in the Middle East.

See you again in 2014 from 27 till 31st of May, for the next edition of the show.

Corporate communication is in danger: Risks and solutions

Jean-Guy Crebessegues
Communication Consultant
Professor at ESA

I do think that corporate Communication is in danger because of the following five reasons:

- We are living in a surrounding "skepticism" due to worldwide economic crisis, unemployment, companies restructuring, and relocations.
- Companies are aggressed by "unrestrained criticism" from collaborators, politics and people in general, in reaction with capitalism overload.
- Both events and situations are too speedy, and subjected to perpetual changes, which leads to "destabilization".
- Due to social media, collaborators know all about facts concerning their own organization before any official announcement: Constant risk of "misinformation".
- At the end, I often find messages with 2 or 3 objectives. A real nonsense since they throw readers/listeners out.

COMMUNICATION HAS FUNCTIONALLY CHANGED

In the XXth century, communication was informative: it was in fact "top-bottom oriented". On the contrary, in the XXIstcentury, corporate communication trend has to be "bottom-top" oriented, since information has to be shared and negotiated.

At last, communication is poorly placed in the corporate organizational chart.

PRO-ACTIVE ACTIONS: UPGRADING CORPORATE COMMUNICATION AS A PRIORITY

According to my own experience , it is hard to form a consistent Communication Department, since it is either close to the President as his private field, or vaguely included in the Marketing Department or in the HR one. Communication has to carry a transversal activity, which means that if each Department will deliver technical messages to clients inside of its "silo" (such as Marketing/Sales/Finance..) it won't have to communicate in the Corporate name. That will be the duty of the Communication Department under the direct supervision of the General Manager.

SPECIFYING THE MISSION OF THE COMMUNICATION DEPARTMENT

While operating units share facts, Communication Department becomes a moving-platform in charge of aggregating exchanged information in order to deliver, to the inside and outside, a coherent Corporate Communication message. Besides, Communication Department should have to be more and more involved in negotiations to avoid social conflictive situations (see German model including trade-unions), and/or crisis worsening.

RECRUITING A CERTAIN TYPE OF MANAGER

The Manager in charge of the Department should demonstrate the following capabilities and qualities: facts-oriented,energizing,open-minded, active listener, good facilitator ,cold-blooded when facing crisis. Good wording and writing are a must. Respect of confidentiality & ethics becomes an obligation.

REGULATING CORPORATE COMMUNICATION V/S SOCIAL MEDIA

In view of their increasing power, first do recruit a top social media technician/practitioner who intimately knows all about them, so that he uses the best appropriate techniques to enhance each particular message. Then, officially announce that the Communication Department is solely responsible for delivering in/out information in relation to corporate facts, objective, and policies. Any employee disclosing corporate news through any mean of communication will be subject to censure and eventual prosecution.

DEFINING ONE UNIQUE OBJECTIVE ON TOP OF EACH STRUCTURED MESSAGE

To avoid any distortion which may lead to your receivers' drowning, start all your messages with one unique objective, and make it consistent all along your communication.

ECONEWS | in english

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Vying for the creative edge

The economy's beeline for competitiveness and growth

Lana El Tabch, Center for Economic Research - CCIA-BML

In a conference on investing in the creative economy in Lebanon, a Lebanese film producer on the panel caught the audience's attention and sympathy as he recounted the tribulations he met along the thorny path to the release of his latest production, a success in the realm of Lebanese cinema, but a flop in terms of financial rewards.

As any rational person would have done, our movie-maker presumed that he needed to prepare some form of a business plan if he were to interest potential financiers in the venture of making a film that would, he was certain, be nothing less than a hit. Having hatched his idea for the movie more than a decade prior to embarking on the actual task of giving it shape and substance, he was understandably eager to start shooting. Yet, he took time to ponder over the dreary (in his description) chore of producing a document credible enough to convince moneyed entrepreneurs that his was indeed as rewarding an enterprise as can be found in town.

The rest of the story is guessable. Fast-forward: reticent financing; borrowing against personal assets; cinematographic success; heyday for the piracy industry; paltry bottom-line; investment in the venture not fully recouped; frustration; talent rhyming with lament.

His was surely a plain tale of talent thwarted by a double whammy: unreliable regulatory protection of intellectual property and no firm basis for financing in the absence of a business enterprise.

Perhaps more than any other subjective account, the movie-maker's anecdote laid bare the three defining pre-conditions for investing in the creative economy in Lebanon. These are: 1) enforcing the statutory protection of intellectual property, 2) the necessity of channeling creativity into a structured form of business, and 3) securing adequate financing, through bank credit, but also – and perhaps mainly – through credit and guarantee funds. The first two pre-conditions go a long way in facilitating the third.

PROTECTING INTELLECTUAL PROPERTY: ENFORCEMENT MAKES THE LAW

The founding postulate that lays at the basis of laws on intellectual property is that products of the intellect and the creative mind, be they tangible or not, are assets. As such, their ownership by individuals or businesses warrants protection by the law and so do the benefits deriving from that ownership. By safeguarding the lucrative motive, the protection of intellectual property encourages the build-up of distinctive assets that eventually confer to an economy a competitive edge.

> "LEBANON'S CREATIVE ECONOMY CONTRIBUTES TO 4.75 PERCENT TO GDP"

To the extent that reasonably inclusive laws were enacted that are designed to safeguard prevalent forms of intellectual property, Lebanon may be deemed to have covered minimal ground in developing its creative economy. Enforcement of existing IP laws remains problematic, however. Yet, it is only the enforcement of these laws that would transform innovations, inventions and creative work in general into business assets.

CREATIVITY AND THE BUSINESS ENTERPRISE

It is a disquieting fact that creativity and business acumen do not necessarily go hand in hand. Anecdotal evidence is abundant that indeed, the creative mind more often has little interest – or little knowledge, or both – in developing a business approach to reaping full benefit from innovation. In a number of workshops and conferences on the topic, one often has to contend with arguments put forth by artists and innovators that they do not grasp the necessity of having to establish business enterprises to benefit from their creations.

While big corporations can more or less seamlessly get around this dilemma by dichotomizing their structures into R&D and innovation on one side and business operations on the other, small enterprises can hardly afford that costly comfort.

To a small business or a start-up, transforming innovation into a sustainable stream of income remains a major challenge that involves subjecting the innovators themselves to the two-pronged rigor of an efficient business process and a sound financial discipline.

FINANCING

On the financing scene, an innovator will not go far when armed with an ad hoc business plan and rudimentary financial projections. To be sure, only the business enterprise whose asset-side of the balance sheet is laden with income-generating potential captures the interest of financiers. And it is only through that enterprise that evidence-based financials ought to be submitted when financing is sought. Valuable as they may be, innovations that are not anchored in the financials of a business enterprise simply do not register on the financiers' radar screen.

CREATIVE LEBANON

According to the 2010 UNCTAD Creative Economy report, Lebanon's creative economy contributes to around 4.75 percent to the Gross Domestic Product. This proportion is remarkable both on regional and international counts: for instance in Canada, a developed economy, the creative sector's share in GDP is 4.5 percent; Singapore's creative economy, with its booming software production, contributes 5.7 percent to GDP.

The benchmark goes to show the potential of Lebanon's creative clusters and the ability of the country to attract and generate talents conducive to creativity and innovation.

More than ten percent of established business enterprises in Lebanon are in the creative industry. The bulk of these enterprises operate in advertisement and marketing; engineering, architecture, and design; software; and audiovisual for the media, entertainment, and education.

Exports of Lebanon's creative products are estimated at around $278 million, according to the UNCTAD report and imports of these products amount to $389 million.

Exports and Imports of Creative Goods

in million $	Exports of creative goods	Imports of creative goods	Balance
World	406,992	420,783	-13,791
Developed economies	227,103	317,058	-89,955
Developing economies	176,211	93,721	82,490
Transition economies	3,678	10,003	-6,325
Lebanon	278	389	-111
US	35,000	89,971	-54,971

Source: UNCTAD Creative Economy Report 20110

Lebanon still has some ground to cover in the modernization of its legal and regulatory framework governing intellectual property in order to remain abreast with the fast-changing digital world, in the enforcement of existing IP laws, and in designing adequate policy and institutional support to the creative economy.

At the enterprise level, creative start-ups enfold weighty potential for job creation and the building of the economy's competitive edge. These mostly budding businesses, however, need to ponder over a range of issues that have a direct bearing on their growth prospects.

ECONEWS | in english

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

1. Creativity is a remarkable 'equalizer'. It is not uncommon for a small enterprise or a start-up to be propelled to the ranks of big(ger) players in its sector in a record period of time consequent to its developing an innovative product.

Examples of stellar growth abound on the international scene: the developers of Angry Birds, a computer and smart phone game application, introduced their software in 2009, made $50 million in revenues in 2010, and a staggering $550 million the year after. In 2012, the company contemplated going public, but then reckoned that its cash flow was large to preclude recourse to additional equity capital for growth financing. For enterprises in the creative economy, the passage from drawing board to big-enterprise status is hence typically short.

2.Creativity knows no bounds, and so should creative enterprises that should design a strategy for cross-border development and growth. The local market may offer valuable testing grounds for innovation, but innovative enterprises should eye that market's position as jump board to the region and beyond.

3. An innovative product rarely retains that quality for long, even in countries where patent laws confer to the innovator/inventor a monopoly status for the production and distribution of that product over a period of time. Protecting the product's turf through investment in branding and fast expansion may impose itself as a business strategy early in the game.

4. In a competitive environment, intricate professional-grade financial analysis is decisive to monitor closely returns on creative assets, to maximize efficiency and productivity of the business enterprise, to decide on the timing of product introduction and possibly divestiture.

5. Continuous benchmarking is vital to creative businesses. These should continually compare themselves to competing players on about every parameter, with a view to maintaining competitiveness. Knowing the best, worst, and average performance in one's sector of activity helps direct improvements and further innovation.

6. Creative entrepreneurs need to integrate their businesses within clusters, or "eco-systems", that generate synergies conducive to further creativity and product development.

The First International ADR Trainer's Network in London

Dala Ghandour
Coordinator of the Lebanese Mediation Center

The Centre for Effective Dispute Resolution (CEDR), under the auspices of CEDR Foundation, organized its First International ADR Trainer's Network in London- UK on the 13th, 14th and 15th of May 2013.

CEDR is a UK-based professional service consultancy which provides access to expertise in a range of commercial problem solving disciplines used to achieve resolution of conflict in business. For more than twenty (20) years, CEDR had a formidable reputation in skills-based training delivery and design. They are experts in developing organizational structure; and the Lebanese Mediation Center (LMC) at the Chamber of Commerce benefited from their services.

All of the sixteen (16) mediators on the LMC panel are CEDR accredited; Seven (7) among them undertook the training of trainers program and are trainers now, and two (2) achieved the training of the lecturer program to be able to teach mediation in universities.

The International ADR Trainers Network, created by CEDR in 2011, brings together high quality trainers to provide a forum for the sharing of ideas about current practices worldwide, innovations in the field of ADR training delivery, developing standards and good practice for ADR Trainers.

The thirty (30) trainers came from Pakistan, Italy, France, Egypt, UK, Bulgaria, South Africa, Greece, Nigeria and Lebanon. The ADR Trainers Network not only refreshes knowledge, but also is an opportunity to understand the perspective of trainers from diversified cultural backgrounds. It helps immensely to build consistency and harmonized approach towards ADR and ADR Trainings.

Mediation being one of the main ADR core themes, we discussed the evolution of commercial mediation in the respective countries and put together a benchmark to an international training course, in addition to the international standard that must be shared with international mediators: Ethics and Training. While ethics would ensure the confidentiality, independence and neutrality of the mediation process, the proper training would empower the mediator with the skills needed to go through the relationships, process and content of mediation. In a brainstorming session, we discussed the best way to assess the role of the potential mediator by giving feedback on a one-to-one basis, and coaching as group learning. We also tackled about the length, the different learning styles one should use to pass on the content to different types of attendees. As usual, CEDR strikes us with their pragmatism and facilitative approach that emphasizes the learning by doing element.

In the last day, we had the opportunity to meet the CEDR mediators in their annual meeting. We attended a workshop on how to organize and handle meetings with large number of participants, and how to deal with them when in multi-party mediation cases.

This event brought together coordinators of training centers from various countries, and provided an interesting opportunity to discuss the issue of the development of mediation in each country, and challenges and prospects of undertaking alternative dispute resolutions solutions. For instance, the Chamber of Commerce of Florence had to deal with 30 cases a month before the implementation of the law in 2011, whereas this number doubled by to times after the promulgation of the law. These numbers underline some important facts: The importance of commercial mediation in the world, the urgency of having a law regarding mediation in Lebanon and to lobby towards it, but also the need for more coordination and network within the mediation centers, especially in the Euro-Mediterranean region.

ECONEWS | in english

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Green MED Initiative Project, One of the Most Innovative and Promising EU projects

Project Management and Steering Committee Meetings in Cagliari

The Green MED Initiative project funded under the ENPI CBC Med Programme, organized its Project Management and Steering Committee Meetings in Cagliari – Sardinia on the 18th & 19th of June 2013. The event was hosted by the Project Partner ANCI (Regional Association of the Municipalities of Sardinia), and gathered 10 other project partners, as well as the beneficiary of the Project, the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon.

The purpose of the Project Management Meeting was to discuss the project's progress until to date in terms of activities, outputs and work packages (WPs). Each WP Leader delivered a detailed presentation of the work already completed and the work plan for the upcoming semester. The beneficiary representatives (Ms. Diana Kobayter – Project Manager of GMI and Mr. Fady El Sabeh – Financial Manager of GMI) presented respectively the Management & Coordination guide, and the Financial Guide, which will serve as a guideline for the Project Partners during the implementation period.

An additional session was dedicated to explain the main items of the six months report (narrative and financial), in addition to other pending issues such as minor budget changes.

The Steering Committee (SC) meeting which took place on June 19th, was led by Mrs. Hana Nehme, SC delegate on behalf of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon. The Agenda included the following points: Approval of the Minutes of the Kick Off Meeting held in January 2013; approval of the Technical Assistance tender; approval of the ToR for the Reverse Vending Machines (RvMs); selection criteria of the schools and the approval of the MoU to be signed with the participating schools. Minor budget changes requested by some project partners were also discussed and approved by the Consortium before being transmitted in writing to the JMA.

Moreover, participants agreed on conveying the project partner Averda Servus to launch, on behalf of all the partners, a global tender for the Reverse Vending Machines (RvMs). The timeframe and details of the tender were approved, and once finalized, the call for tender will be published in the Official Journal of the European Union.

On the margin of these meetings, Ms. Diana Kobayter and Mr. Fady El Sabeh met on June 20th with the Director General of the ENPI CBC Med Programme, Mrs. Anna Maria Catte, and with the Program expert Mr. Luca Palazzo, to discuss the project's progress and the future planned actions. To date, GMI is considered as one of the best performing strategic projects , and the JMA is looking forward for its positive and sustainable results since this iniatiative is one of the most innovative and promising projects... The meeting ended with a brief overview of the Communication Plan with the Program expert Mr. Hamze Jammoul.

ECONEWS | in english

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

MOROCCO

The Arab Administrative Development Organization is organizing a Workshop on **«Production Efficiency measurement by Data Envelopment»**, in Dar Al Baydaa, Morocco, on 25-28 August 2013.

For more information:
email: hsalem@arado.org.eg
http: www.arado.org.eg

ERBIL

The **Kurdistan Business and Investment Conference** is going to be held on 11-12 September 2013 in Erbil, Iraq.

For more information:
T: +32 2 733 59 40 |+32 2 673 31 93
email: mdecraecker@euroconventionglobal.com
http: www.euroconventionglobal.com

CAIRO

The **Egypt Energy Investment Conference** is going to be held in Cairo-Egypt on 25-26 September 2013.

For more information:
T: +32 2 733 59 40 |+32 2 673 31 93
email: mdecraecker@euroconventionglobal.com
http: www.euroconventionglobal.com

EXHIBITIONS

INDIA

The 30th edition of Indian International **Jewellery Show [IIJS 2013]** is going to be held at the Bombay Convention & Exhibition Centre in Mumbai-India on 08-12 August, 2013.

For more information:
T: 009611741270
email: vikrant@gjepcindia.com
http: www.iijs.org

BANGKOK

The world sugar industry in Bangkok **"Isrmax Asia"** invites you to participate in the International Sugar, Rice, Maize & Agriculture Expo that is going to be held in the convention and Exhibition center in Bangkok-Thailand on **15-17 of August 2013**.

For more information:
email sugar@pixie.co.in
http: www.isrmaxasia.net

ISTANBUL

CNR Holding is organizing the **4th Halal & Healthy Products Fair** that is going to be held on 05-08 September 2013 at CNR Expo Center, in Istanbul, TURKEY.

For more information:
T: +90 212 465 7474 Ext: 2535, email: polat.ay@cnr.net
http://www.cnrhelal.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

A Group of Companies, based in Argentine, specialized in the **supply of full service engineering** needed for Industrial Technology Equipments as Liquefied Petroleum Gas (LPG), is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
www/lito-gonella.com; www.bombadur.com; www.kwtgaz.com; www.equigasargentina.com; www.almagaz.com.ar; www.dydsrl.com.ar; www.cogas.com.ar

"Saz & Company» producer & supplier of a variety of stone pebbles, Gravel and Rough Rock Chunks/ boulders, based in **Mumbai-India**, is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
www.scpebble.com ; www.szrockexports ; www.sazdiamondexports

LIBYA

The **International Exhibition of Turkish machinery** is going to be held in Tripoli-Libya from August 31st till September 03rd, 2013.

For more information:
visit www.almasar.com.ly

Ekotek Yapi End. Ltd. ti., based in Istanbul-Turkey and specialized in the **production of wooden doors and ready kitchens**, is looking for Lebanese importers for their products.

For more information:
Telefax: +902164567384
Email: sales@ekotekyapi.com
http: www. ekotekyapi.com

Ceramica San Ginés, based in Spain and specialized in decorative ceramic in **tiling** and architectural tiling projects for facades and interiors of buildings, is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
contact +34 667 438 28, email emontero@ceramicasangines.com or visit www.grandmural.com

Alumil S.A. in Cyprus, originally based in Greece and specialized in the supply of **aluminum systems** for architectural use, is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
T: +35722461156
F: +35722610021
email: m.eleftheriades@alumil.com.cy
http: www.alumil.com

Tamarind Al Mizan, based in India and specialized in the processing, packing and export of **Seeds & Spices**, is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
Telefax: 00918162281066
email: almizan_acjohn@hotmail.com

«Pravida Bau GmbH®», based in Germany and specialized in the construction of **radiation protection bunkers** in the medical field, the construction of commercial buildings, family homes, duplexes and townhouses as well as complete housing estates, is seeking Lebanese manufacturers and suppliers.

For more information:
T: +499644921722
F: +499644921719
email: rene.diegel@pravida.de
http: www.pravida.de

Investment Climate and opportunities in Georgia is now available on www.investingeorgia.org.

For more information:
contact the Embassy of Georgia in Jordan on 96265603793 or email geoadmin@orange.jo

The Chamber of Commerce "ItalAfrica Centrale" is launching the «New Euro-Mediterranean Initiative for Youth Employment Promotion» program that is open to the European Union and countries of the southern Mediterranean aiming to implement actions and programs to promote the mobility of young professionals willing to create new start-ups in Europe and the Southern Mediterranean.
For more information:
T: +390236683102
F: +390236693874
email: elaroui@italafricacentrale.com
Deadline for submission of application forms is 09/08/2013

The **«Digest Arab Insurance Rating»** (DAIR 2013), the annual publication of i.e. Muhanna & Co. Rating services that provides opinions of the Financial strength of insurances companies in the Arab World, announces the launching of the first volume of the 12th Edition of the DAIR 2013.

For more information:
email: rating@muhanna.com
http: www.muhanna.biz

ECONEWS | in english

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

OUR SERVICES

Headquarter:
T: 01-353190
e-mail: information@ccib.org.lb

Sin el Fil
T: 01-498062
Email: sinelfil@ccib.org.lb

Jounieh
T: 09-838700
Email: Jounieh@ccib.org.lb

Baakline
T: 05-303038
Email: baakline@ccib.org.lb

CCIAB
CCIABML

MEMBERSHIP & AUTHENTICATION

Provides Membership Certificates to member companies as well as Certificates of Origin for goods exported from Lebanon and endorses invoices in relation to this process. Also offers services in relation to the authentication of documents for commercial and industrial member companies.

T: 1314 Ext: 113
Email: membership@ccib.org.lb

AGRIBUSINESS SERVICES

The Chamber provides a wide range of agribusiness services including technical and market information, export requirements, marketing standards, trade statistics, and micro services to farmers and agricultural enterprises.

T: 1314 Ext: 18
Email: agriculture@ccib.org.lb

GS1 LABELING SERVICES

"GS1 Lebanon", the sole representative of GS1 in Lebanon, is a leading global organization dedicated to the design and implementation of global standards and solutions to improve the efficiency of the supply and demand chains on a global scope and across sectors.

T: 1314
Email: gs1@ccib.org.lb

LEBANESE ARBITRATION CENTER (LAC)

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon, specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts. LAC operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

T: 1314 Ext: 171
Email: arbitration@ccib.org.lb

BUSINESS TRAINING CENTER

Provides highly qualified and professional training programs within the objective of satisfying the needs and requirements of the SMEs. These training programs encompasses long term cycles, targets seminars and customized tailored modules in the fields of business, management, finance and taxation.

T: 1314 Ext: 15
Email: training@ccib.org.lb

LEBANESE MEDIATION CENTER

The LMC is the first private center of commercial mediation in Beirut, established in 2012 by the Chamber.
The LMC advises and helps local and foreign businesses resolve their commercial differences and disputes in an amicable, time and cost effective way through providing high quality mediation services.

T: 1314 Ext: 172
Email: mediation@ccib.org.lb

ATA & TIR CARNETS

ATA Carnet (Temporary Admission) simplifies temporary importation of goods, professional equipment, and commercial samples. TIR Carnet (Transports Internationaux Routiers) is designed to speed up border – crossing of merchandises. The Chamber is the accredited body of issuing and guaranteeing ATA & TIR Carnets in Lebanon.

T: 1314 Ext: 132
Email: ata-tir@ccib.org.lb

DEVELOPMENT PROJECTS

The Chamber participates in the implementation of development projects financed by international organizations. The aim of these projects is to provide support and technical assistance to Lebanese enterprises mainly SMEs.

T: 1314 Ext: 164
Email: projects@ccib.org.lb / devprojects@ccib.org.lb

CENTER FOR ECONOMIC RESEARCH (CER)

Prepares annual reference publications that include analytical reports on the Lebanese economy and the investment environment, surveys and position papers on central and controversial economic issues. CER provides, as well, support to SMEs and young entrepreneurs in the framework of FARO and Credit Guarantee Fund.

T: 1314 Ext: 14
Email: cer@ccib.org.lb

FARO

FARO is a financial support fund intended to help enterprises turn their innovative products, services or innovative business model into permanent competitive advantages. FARO offers up to $20.000 loans to innovative companies at a maximum of 1 percent interest with flexible repayment schedule.

T: 1314 Ext: 14
Email: cer1@ccib.org.lb

EXTERNAL RELATIONS

The Chamber organizes business delegations within the objective to explore new markets for member companies. It also strives to enhance the role of the Lebanese Joint Business Councils as the most effective tool to boost the bilateral economic, trade and investment relations between businesses in Lebanon and foreign countries.

T: 1314 Ext: 162
Email: relex@ccib.org.lb / bucolec@ccib.org.lb

EVENTS

Within the same framework, the Chamber organizes business events, seminars, conferences and B2B matching events in addition to arranging logistics such as catering, flight reservations, accommodation bookings and transportation for foreign companies willing to develop trade relations, business ventures and investments in the Lebanese market.

T: 1314 Ext: 163
Email: events@ccib.org.lb

LIKE US ON facebook www.facebook.com/CCIAB

FOLLOW US ON twitter www.twitter.com/CCIABML

CALL US ON 1314 Hotline number